

La publication officielle de la bulle « In eminenti » (1651-1653)

(suite) *)

IV. — NOUVELLES RIPOSTES DES MINISTRES ET DES ÉVÊQUES JANSÉNISTES

Recevoir tant de reproches, alors que ses intentions avaient été si bonnes, c'en est trop pour l'archiduc. Le 30 décembre il adresse au roi une réponse dont la brièveté, en contraste avec l'étendue des documents qu'il venait de recevoir, manifeste son état d'âme :

« Casi al mismo tiempo que recibí su carta de Vuestra Majestad de 14 del pasado en que se sirve de ordenarme se imparte a este internuncio el brazo seglar para la publicación de la bula de Su Santidad contra la doctrina de Jansenio, me entregó el mismo internuncio un breve de Su Beatitud dirigido a mi sobre lo que contiene. Es necesario oír a estos Consejos muy fundamentalmente. Remito para entonces el responder a Vuestra Majestad lo que se hubiere de ejecutar en materia tan considerable por tantas circunstancias » ⁶⁷⁾.

De fait, déjà deux jours auparavant (le 28 décembre), Léopold-Guillaume avait signé une circulaire, provenant sans doute du Conseil privé et adressée à tous les Conseils provinciaux :

Très chers et bien-aimés, Nous ne doutons [pas] que la mémoire et connaissance vous est encore récente de ce que s'est passé au fait de la publication générale de la bulle du Saint-Siège concernant le livre de l'évêque Jansénius intitulé *Augustinus* et tous autres de la même matière et qualité, ensemble de ce que, au nom du roi, Monseigneur, nous avons contribué pour le confort et exécution de cette bulle, tant par lettres aux évêques que par un édit que [nous] vous avons enchargé de publier fait en forme d'assistance et de prêt

*) *Augustiniana*, IX (1959), 161-182, 304-338, 412-430, X (1960), 77-114.

⁶⁷⁾ Secret. d'Etat et de Guerre, 251, fol. 407.

du bras séculier que le Saint-Siège avait requis par divers brefs et aussi pour empêcher, par interposition de l'autorité royale, les troubles, voies de fait, disputes et séminations de discordes et contentions qui étaient capables d'altérer l'Etat et la tranquillité publique ; et comme cela s'était fait à si bonne intention et avec toute la sincérité, révérence et respect que le Saint-Siège eût pu désirer et en conformité de ce que s'est pratiqué de tous temps en semblables occurrences, même en l'Eglise primitive et ès siècles ensuivant et dernièrement lorsque l'hérésie de Martin Luther commença à pulluler en ce pays et aussi au regard de la publication du Concile de Trente et des synodes provinciaux de Malines et de Cambrai, ce nonobstant, l'internonce de Sa Sainteté aurait depuis tâché de persuader à la Cour de Rome que cette forme d'édit était contraire aux autorités et droits de l'Eglise, de sorte qu'il aurait procuré de la même Cour une protestation cassatoire qu'à notre insu et sans notre participation, il aurait publiée en envoyée aux évêques et autres gens, et même l'a fait imprimer en ce pays sans en avoir obtenu par l'imprimeur licence et congé préalable, comme il est requis par une loi fondamentale de police et selon plusieurs placards à ce exprès.

A raison de quoi nous aurions par avis des gens du Conseil privé de Sa Majesté fait pourvoir à ce que la dite protestation et cassation ne fût tirée en conséquence au préjudice des droits et autorités de Sa Majesté et de ce pays par lettres contraires écrites aux évêques et à vous dont vous renvoyons les copies.

De quoi ledit internonce prend à présent occasion de pousser plus avant à persuader audit Saint-Siège de venir à des voies plus pressantes et extraordinaires pour obtenir révocation et rescission de cet édit et de la protestation contraire faite à l'antérieure de la part du Saint-Siège, se plaignant principalement de trois points :

Le premier, que l'on tiendrait la publication des bulles apostoliques faite à Rome n'obliger pardeça s'il n'y est faite autre publication particulière dans le pays ;

Le second, que ledit placard et ordonnance se serait adressé non seulement contre les laïcs, mais aussi contre les ecclésiastiques sur lesquels Sa Majesté n'aurait aucune juridiction ;

Et le troisième, que l'on y aurait imposé des peines de bannissement contre ceux et même contre les ordres mendiants ne possédant rien de temporel, au lieu que la force du bras séculier lui aurait dû être purement et simplement prêtée pour lui-même connaître des contraventions à une bulle qu'il dit ne contenir rien que dogmatique en matière de foi, et exécuter les peines à charge des contrevenants.

Et qu'autant que, en tout le procédé que dessus, nous avons eu qu'un vrai et sincère dessein de donner toute la satisfaction possible au Saint-Siège, à la plus grande gloire de Dieu et le bien de son Eglise, à la réserve des droits et autorités de Sa Majesté qui peuvent être légitimes et ont été usités et tolérés de tout temps en vue et au

su de la Cour de Rome, auparavant de prendre résolution, nous avons trouvé convenir de vous faire cette afin qu'en toute diligence et même pendant ces fêtes et avec la maturité possible vous nous rendiez votre avis sur les difficultés ci-dessus touchées et l'appuyant d'exemples et titres, documents et enseignements qui vous viendront au devant, servant à la matière que joindrez à votre avis pour en après en réserver Sa Sainteté et Sa Majesté » ⁶⁸).

Pendant que les Conseils étaient priés de sacrifier leurs vacances de Noël à l'examen de questions si importantes et si urgentes, l'internonce, qui ne manquait pas de collaborateurs dans l'entourage immédiat de l'archiduc, avait pu se procurer le texte de la circulaire. Il s'en fut chez le coupable, le priant de ne pas « se laisser guider par la passion de Hovines ». De cette entrevue, il fit le 27 janvier 1652 ce rapport à Rome :

« Essendomi riescito d'haver copia di quello che il Serenissimo Arciduca ha scritto a questi Consigli delle provincie sottoposteli, ne mando copia a Vostra Eminenza. Dubbitai da principio, se questa fosse la vera copia, vedendosi cose tanto lontane dal vero ; e non potendo chiarirmene altrimenti, stimai bene mostrarla a Sua Altezza Serenissima et dirli, che se li fusse stata bene interpretata, io mi credevo, che haverebbe havuto difficoltà a segnarla, essendoci cose che mi facevan dubitare, se fusse la vera copia.

Et essendosi Sua Altezza degnato di sentirmela explicare in italiano, leggendola alcune volte, le insinuai che in caso di bisogno Sua Altezza poteva esser testimone, se la verità fosse come misi narrava, rimostrandoli appresso a poco quello che è notato in margine a questa copia.

Sua Altezza divenendo rosso in viso, mi lasciò leggere, et solo m'interroppe, quando io dicevo che non fossero ben riferite le doglianze di Sua Santità, per far conoscere lo stato delle difficoltà, dicendomi : « son pur queste in sostanza le tre parti principali de' quali si duole Sua Santità ».

Et io li replicai : « son queste, ma non son riferite nelli termini che bisognava, et come le riprende Sua Santità. Et in oltre, non si parla delle pene dello stampatore et di quello che ha messo il Consiglio di Brabante nel suo decreto, che le bolle di Roma non possino obbligar le conscientie senza placet ». Et alla fine, quando li rimostravo, che con questi artificij si veniva a persuadere a questi Consigli di mantenere le attioni del Signor Hovines, mostrò di haver havuto necessità di domandar il lor consiglio, et io li accennai che

⁶⁸) On trouvera ce texte en beaucoup d'endroits ; Gand, Archives de l'Etat, Conseil de Flandre, série F, t. 31, fol. 57 et fol. 87-88 ; Mus. Bell. C 4, n° 20 ; Bibliothèque royale, 13815, 98-99 ; cf. LEFÈVRE, 214-215.

forse li haverebbon dato più liberamente, se le havesse mandato copia delli atti riprovati et del breve di Sua Santità et, senza altro, domandato il loro avviso, ancorché essendo tutti assai animati contro la giurisdizione ecclesiastica, non era da assicurarsi che non procedessero ad informarlo con qualche passione.

Replicò Sua Altezza che sarebbon stati più animati, se havesser visto il breve. Et io dissi che ero di contrario parere et supplicai Sua Altezza a non si lassar guidare dalla passione del Signor Hovines.

Se in coteste biblioteche vi fossero li libri delli editti regij di queste parti, che sono due tomi in-foglio ordinario, alti tre dita, parte in lingua fiammenga et parte in lingua francese ⁶⁹⁾, da essi si potrebbero raccogliere li principali fondamenti che siano per adurre questi Consiglieri rispondendo a queste lettere.

Da altra parte mi è stato referto, essersi veduto nelli registri di questo Consiglio privato una memoria che ad un memoriale del vescovo di Gante sia stato fatto un rescritto simile : « Si comunichi al fiscale per vedere se si debba aggiungere alla causa », del che ne ho cercato di haver notitia autentica o più certa et fin d'hora non mi è riuscito.

Di poi mi è stato detto che il medesimo Consiglio privato habbia scritto all'arcivescovo di Malines et al vescovo di Gante che non vadino a Roma secondo la lor citatione, perché così ricerca il servizio del Re, ma né anco di questo ho potuto avere intiera conoscenza e certezza, ma l'andarò cercando.

In tanto mi vien detto che l'arcivescovo di Malines dica e mantenghi ne' suoi discorsi tutte le pretensioni che possono avere questi Consiglieri contro la giurisdizione ecclesiastica, e che l'arcidiacono di Gante ⁷⁰⁾, che si trova qui, interrogato se il suo vescovo fosse per venire a Brusseles, habbia risposto che verrà subito che li Consigli haveranno rescritto a queste lettere di Sua Altezza, cosa che fa conoscere quanto li janseniani habbian parte in queste cose e quello che si possa aspettar da queste diligenze che si fanno » ⁷¹⁾.

Vers la fin de février les réponses des Conseils commencent à parvenir. Nous en connaissons plusieurs. Celle du Grand Conseil ne compte pas moins de 59 pages ⁷²⁾. Celle du Conseil de Brabant

⁶⁹⁾ Il s'agit sans doute des Placcaeten ende ordonnantien van de hertogen van Brabant, Anvers-Bruxelles, 1648 sv.

⁷⁰⁾ L'archidiaconat de Gand avait été conféré en 1639 à Corneille Ooms, janséniste, collaborateur intime de Triest.

⁷¹⁾ Nunziatura di Fiandra, 36, fol. 14rv-19r; ce texte est accompagné (*ibid.*, fol. 15rv-18r) du texte de la circulaire du 28 décembre, où des notes marginales reproduisent les observations faites par Bichi à Léopold-Guillaume.

⁷²⁾ Bruxelles, Archives générales, Manuscrits divers, 224.

est également longue aussi ⁷³⁾. Celle de Namur ⁷⁴⁾ et celle du Conseil privé ⁷⁵⁾ sont des plus affirmatives. Les Etats de Brabant s'occupent aussi, le 27 février, du cas de l'archevêque et de l'évêque de Gand et, le surlendemain, ils rédigent une « *requesta ex parte Statuum praesentanda Consilio Brabantiae in favorem Archiepiscopi Mechliniensis Romam citati, ne contra privilegia patriae permitterent ipsum evocare* » ⁷⁶⁾.

Examiner toutes ces réponses mènerait trop loin. Voici la conclusion qu'en tirait le Conseil privé dans sa lettre du 26 mars 1652 adressée à l'archiduc :

« Ayant vu et mûrement examiné les avis de tous les Conseils de pardeça, qui en suite de la résolution de Votre Altesse ont été demandés sur les points tirés du bref qui lui avait été dernièrement délivré par l'internonce... touchant ce qui a été déclaré par le placard... avons trouvé lesdits avis porter uniformément que Sa Sainteté serait aucunement fondée ès plaintes reprises par ledit bref, ains que tout ce qu'en ce regard a été fait de la part de Votre Altesse a été juste et raisonnable, proportionné à la nécessité et exigence du cas et conforme aux saints canons, lois et coutumes de ce pays, et qu'il a convenu ainsi le faire, non seulement pour le maintien de l'autorité de Sa Majesté, mais aussi de Sa Sainteté même, la bulle de laquelle eut autrement demeuré dans un mépris avec la suite de beaucoup d'altérations, factions et confusions pernicieuses, tant à la religion qu'à l'Etat.

Et partant nous semble... que Votre Altesse pourrait être servie d'écrire à Sa Sainteté en la forme y jointe et envoyer lesdits avis à Sa Majesté et par duplicat à son ambassadeur à Rome, les accompagnant des lettres ci-pareillement jointes, relatives à celles que nous écrivions aussi en notre nom au roi ès quelles nous supplions Votre Altesse d'agréer puisqu'il y va du service de Sa Majesté de conserver la réputation et autorité de ce Conseil, à quoi nous requérons très humblement être pourvu par lesdites lettres que Votre Altesse trouvera pareillement ci-jointes » ⁷⁷⁾.

⁷³⁾ Il a été reproduit dans VAN ESPEN, *De promulgatione legum, appendix monumentorum*, P (IV, 200-202).

⁷⁴⁾ Bruxelles, Bibliothèque royale, 13815, fol. 101-104r; Gand, Archives de l'Etat, Conseil de Flandre, série F, t. 31; cf. WILLAERT, *La publication de l'Augustinus à Namur*, 763-765.

⁷⁵⁾ On trouve cet avis en beaucoup d'endroits; il est souvent daté du mois de décembre 1651 (le Conseil privé donna effectivement alors un avis qui est à l'origine de la circulaire du 28 de ce mois, mais le texte n'en a pas été retrouvé). Voir l'analyse dans LEFÈVRE, 201-202 (avec la date erronée de 1651).

⁷⁶⁾ LENAERTS, *art. cité*, 260-262.

⁷⁷⁾ Mus. Bell., C 4, n° 24.

Voilà donc que le Conseil privé, sans doute par la plume de Hovines, a préparé des lettres destinées au roi, à son ambassadeur, au pape.

Il écrivit le 26 mars 1652 au Roi :

C'est en acquit de notre devoir et pour le maintien de l'autorité de V. M., [de] celle de son gouverneur et lieutenant général en ces pays, Son Altesse, et des ministres et Conseils qu'elle a par deçà, que venons représenter à V. M. ce qui s'est passé ensuite de ses commandements, portés par la lettre du 14 de juillet 1650, écrite à Sadite Altesse touchant la publication des bulles émanées du feu Pape Urbain VIII le 1^{er} d'août 1641 et 8 de mars 1642 sur la prohibition du livre de feu l'évêque d'Ypres Corneille Jansénius intitulé *Augustinus* et autres livres traitant de *gratia et auxilio*.

Il est donc, Sire, qu'ayant Sadite Altesse pour y satisfaire trouvé convenir d'assembler les ministres principaux à l'intervention de l'archevêque de Malines et autres évêques et prélats, et qu'en leur présence fussent rapportées particulièrement toutes les difficultés rencontrées depuis le commencement jusqu'alors sur la publication et exécution desdites bulles et, entre autres, celles des clauses contenant que la seule publication en faite à Rome porterait obligation précise de son observance en tous autres royaumes, provinces et états, encore que nulle autre publication y en eût été faite, comme aussi en quelle forme et solennité l'on aurait à faire la publication particulière en ces provinces et en quelle manière, quand et comment se donnerait l'assistance séculière et mainforte requise par Sa Sainteté, quel juge serait jugé compétent de la connaissance et punitions des contraventions.

Ceux de ladite assemblée, le tout mûrement considéré, consultèrent Sadite Altesse qu'ils ne trouvaient convenir, afin de ne perdre le respect dû à Sa Sainteté, d'apporter aucun changement aux bulles au regard de ladite clause, mais que pour empêcher l'enfreinte des privilèges de ces pays, anciens us et coutumes et la mauvaise conséquence qu'en résulterait, il serait plus expédient qu'ès ordres et mandements de la publication que l'on enverrait aux archevêques évêques et vicariats des sièges vacants ensemble aux conseils provinciaux et autres sièges royaux fut déclaré que l'on n'entendait que lesdites clauses de la publication faite à Rome causassent ou puissent causer aucune nouveauté ou porter préjudice auxdits privilèges et coutumes, que en ce regard fût suivi ce que toujours a été usité et entendu. Et que néanmoins pour donner l'assistance requise du bras séculier et prévenir toutes les voies de fait et de troubles, que sans emploi d'icelui pourraient en suivre, et faire généralement observer lesdites bulles, ils trouvaient nécessaire de, sur le nom de V. M., dresser un édit confortatif d'icelles par apposition de peines temporelles à charge des contrevenants, ensemble enjoindre aux Conseils et autres sièges royaux de justice, de donner aux juges ecclésiastiques

tiques tant ordinaires qu'à ceux qui pourraient de par Sa Sainteté ou son internonce être commis aux défauts desdits ordinaires, ou en cas d'appel interjeté de leur sentence, toute faveur et assistance et même main forte, lors et quand la matière et le cas s'y trouverait disposé, selon que le tout est particulièrement repris par le placard dressé sur ce, et aussi par les lettres écrites aux archevêques, évêques, vicariats, conseils et autres juges royaux, lorsque les dites bulles et placard leur ont été envoyés. Et combien qu'au regard de tout ceci l'on y ait procédé fort purement après avoir eu d'abondant l'avis d'aucuns conseils provinciaux et avoir fait communiquer le tout, selon l'ordre de Sadite Altesse, par un des ministres de l'assemblée audit internonce, (qui pour lors témoigna en avoir entière satisfaction), aussi après avoir observé toutes les formalités convenables pour ne choquer ou préjudicier à l'autorité du Saint-Siège et afin d'introduire une exacte observation desdites bulles et placard, laquelle est ensuivie par la publication universelle en faite le 1^{er} d'avril de l'an passé, en sorte que l'on se promettait d'en avoir tout bon gré de Sa Sainteté, toutefois nous trouvons tout au rebours, par autre lettre de V. M. écrite à Sadite Altesse le 14 de novembre dernier, que ledit internonce lui aurait dressé des plaintes par le nonce résidant près de sa royale personne et envoyé sur ce sujet le protest préjudiciable, que contre ledit placard il a depuis mis en lumière avec l'acte d'annulation de celui qui, pour empêcher la notoire infraction des privilèges qui en résultait, l'on a depuis trouvé convenir devoir être publié par deça de la part de V. M., pareil à celui que de leur propre mouvement avaient aussi fait ceux de votre Conseil de Brabant par des lettres cassatoires dépêchées à cet effet.

Et de plus que ledit internonce, non content d'avoir fait dresser lesdites plaintes à V. M. et contre toute bonne correspondance, sans aucunes siennes plaintes préalables fait divulger ledit protest, aurait procuré des lettres d'ajournement personnel en cour de Rome à la charge des archevêque de Malines et évêque de Gand, et finalement serait passé si avant de procurer en ladite Cour de Rome à charge de Sadite Altesse et des Conseils de V. M. le bref ci-joint en copie, lequel on peut dire être couché en un style si extraordinaire et si extravagant, et choquer si directement et en plein front les autorités de V. M., privilèges de ces pays, saints conciles, canons, lois, us et coutumes, non sans danger de causer des troubles et inquiétudes dans ses Etats, qu'il n'y a pas de mémoire en exemple d'aucun bref émané en cette forme et de telle teneur dans tous les siècles précédents ; et que plus est, après l'avoir présenté à Sadite Altesse en personne, il s'est encore tant oublié que de le rendre public et avec un scandale cuidant le faire couler parmi le peuple, en semant des copies translatées en langage vulgaire, et s'en servant aussi ainsi (non en forme de monitoire requérant le secret) mais plutôt en libelle diffamatoire, afin d'imprimer dans l'esprit du

peuple des maximes et principes détruisant et renversant les fondements de la puissance souveraine de V. M., désautoriser, s'il se pouvait, Sadite Altesse et l'exposer, avec les Conseils, au danger d'un mépris général.

Sire, le texte dudit bref vérifie suffisamment ce que dessus et combien il est dangereux, et d'ailleurs il se confirme d'abondant par ce qu'entre les points y repris l'on n'en rencontrera pas un qui ne soit directement contraire à l'autorité de V. M., lois et coutumes du pays, selon les avis uniformes et pièces vérificatives y jointes données et exhibées, tant par votre Grand Conseil établi à Malines, que par les autres Conseils des provinces de par deçà, lesquels l'on a trouvé convenir de leur demander seulement par points et en thèse, [par] crainte (en leur faisant ouverture dudit bref entier) d'une émotion trop grande et de plusieurs autres troubles et inconvénients qui en eussent pu suivre. Même d'autant que le style dudit bref, tant long et avec des élégances si affectées, sans avoir aucune ressemblance à celui de la chancellerie de Rome, semble aussi donner des indices qu'il avait été fabriqué par deçà, comme il y en a qui croient que l'on pourrait se découvrir moyennant qu'il plût à V. M. ordonner à son Ambassadeur de s'en informer à Rome avec la circonspection qu'il convient et permettre à quelqu'un des fiscaux d'ici de pouvoir faire le même.

Cependant, Sire, d'autant que ce fait touche de trop près l'autorité de V. M. et ne se pourrait passer sans ébranler l'édifice de votre Etat, nous la supplions très humblement d'y vouloir faire apporter des remèdes convenables avec une satisfaction des injures résultantes à Sadite Altesse, ses Conseils et ministres par les voies et moyens et les ordres et instructions plus propres qu'elle sera servie d'en envoyer à sondit ambassadeur à Rome, selon que l'état des affaires de V. M. et du public le pourra permettre. Espérant que entre temps V. M. demeurera satisfaite de la sincérité de notre procédé qui n'a eu, en tout ce que dessus, autre but, fin ni intention que de procurer l'obéissance aux bulles du Saint-Siège par les formes et voies qui ne blesseraient les autorités et hauteurs de V. M., et qui d'autre côté faciliteraient de beaucoup et avanceraient l'exécution desdites bulles. Sur quoi baisant très humblement les mains de V. M. » ⁷⁸).

Forts de l'avis unanime des Conseils, les ministres déniaient donc toute culpabilité, rejettent toutes les prétentions de Rome et veulent que le roi, par l'intermédiaire de son ambassadeur exige une réparation « aux injures » faites à l'internonce et aux ministres. Ils sont donc loin d'être impressionnés par les sanctions de Rome et de révoquer les mesures incriminées.

⁷⁸) Mus. Bell., C 4, n° 28 (fol. 38-40).

Le même jour Léopold-Guillaume signe cette lettre, qui part sous son nom, mais qui lui a été soumise par Hovines :

« Il plaira à V. M. de voir par les lettres et pièces jointes, qu'avec ma permission lui envoient ceux de son Conseil privé, ce que l'on a trouvé convenir de faire pour, ensuite de ses commandements, pouvoir parvenir à une exacte observation des bulles émanées de Sa Sainteté sur la prohibition du livre de feu l'évêque d'Ypres Jansénius, et de considérer comment en récompense du bon soin que je tiens avoir à [cet] effet apporté, je me trouve maintenant mal traité, avec les ministres et Conseils qu'elle a par deça, par un bref que l'internonce, m'a depuis présenté de la part de Sa Sainteté, lequel et la forme dont y est usé je ne doute pas que S. M. trouvera aussi bien étrange et jugera que la brèche y faite aux suprêmes hauteurs de V. M. est telle que, sans en procurer une prompte et suffisante réparation, il serait impossible de les défendre et soutenir contre les ultérieures usurpations et empiètements qui en suivraient journellement par ce mauvais exemple. Auquel effet, je supplie V. M. de vouloir faire examiner ce qu'a été représenté par lesdites lettres et les avis des Conseils et pièces y jointes, auxquelles elles sont relatives, afin de connaître mon procédé et, selon ce, y faire pourvoir par la voie de son ambassadeur à Rome ou autrement, ainsi qu'elle jugera être plus de son servive » ⁷⁹⁾.

Le gouverneur et le Conseil privé ne répondent pas seulement au roi, mais aussi au pape et au cardinal Trivulzio. Le bref en est l'occasion et le sujet.

Léopold-Guillaume envoie au pape ce texte, œuvre de Hovines :

« Non sine magna admiratione magnoque dolore animi accepi et legi breve ad me directum... Conformavi ego me in ista publicatione privilegiis patriae et concordatis cum Sancta Sede pridem initis, et nihil aliud praestiti quam quod, pro conservatione auctoritatis et superioritatis, tam Sanctitatis Tuae, quam regiae, ex eius mandato, praestandum mihi erat... Nihil mihi ea in parte imputandum et qui, qua debui sinceritate, processi et, post maturum ante habitum consilium, (quod a me requisivit internuntius) executus sum.

Persuasum mihi habeo Sanctitatem Tuam de his omnibus antehac informatam non fuisse, et proinde impressiones aliquorum minus de Belgii usibus... imbutorum, dicto brevi eiusque destinationi ansam praebuisse.

Res illa certe dura mihi visa est, et eo durior quo Sanctitatis Tuae internuntius permisit varias illius brevis copias transscribi et

⁷⁹⁾ Mus. Bell., C 4, n° 27 (fol. 37). La lettre portait la contre-signature : C. Ho(vines) v(idi)t. Une copie de l'Inquisición 4477/1 contient quelques variantes sans importance.

non sine forma libelli famosi diversis personis distribui. In quo quidem, licet materiam mihi sufficientem oblatam viderem quo contra similes agendi modos providerem, malui nihilominus id ipsum silentio tegere, et sufficere duxi Sanctitatem Tuam desuper certiore reddere, et insimul, ne quidquam ad satisfactionem deesset, me ab accepto brevi curare de novo per omnia totius Belgii concilia, tam collateralia quam privincialia, omnia et singula puncta dicto brevi expressa examinari eorumque unanimes resolutiones transmitti oratori Suae Maiestatis Catholicae in Urbe, prout transmissi cum omnibus titulis et monumentis ad id facientibus, qui, omnibus lectis et iterato perpensis, Tuam Sanctitatem informet et clare ex illis deducat quam necessaria et antiqua fuerit similis in istis provinciis publicatio totius reipublicae bono et maxime ipsius Sanctae Sedis.

Porro quia dictus internuntius in hoc et aliis multis negotiis satis imprudenter se gerit, tum religionis ac Sanctae Sedis, tum regis et tranquillitatis publicae damno, existimavi mei muneris esse regem rogare ut apud Sanctitatem Tuam auctoritatem suam ad illius revocationem interponat, utque alium magis accommodum destinare dignetur, ne ultiores turbas ex eius agendi ratione tandem regem aut me cogant illum subito, sine praevia cum Sanctitate Tua communicatione, amovere. Et quia etiam nulla in praemissis nostra apparet culpa aut quidquam in ista publicatione actum est, quam quod pro meliori bullae observatione agi et statui debuit, quatenus ad omnes (quae oriri possent) confusiones evitendos, dignetur breve illud quanto citius supprimere et suppressum declarare ac si quo modo registris insertum est, deleri ordinare. Et osculatus... »⁸⁰).

Certes, étant prince de la maison d'Autriche, frère de l'empereur, neveu du roi d'Espagne, et surtout ayant été si mal traité par le bref, Léopold-Guillaume pouvait se permettre une certaine liberté à l'égard du Souverain Pontife. Sa lettre n'en devait pas moins paraître assez verte. Il ne reconnaît aucun tort, et prétend au contraire même avoir des titres à la reconnaissance du pape et de l'Eglise. Usant du même procédé qu'Albizzi, il laisse hors de question la bonne intention de Sa Sainteté, mais accuse de mauvaise foi ses collaborateurs. La lettre prend l'allure d'un ultimatum ; l'internonce doit partir, sinon il sera renvoyé. Le bref doit être révoqué et même effacé des registres.

Au cardinal Trivulzio, ambassadeur d'Espagne à Rome, Léopold-Guillaume envoya la suivante lettre, rédigée par Hovines :

« Il vous plaira voir, par les copies et les lettres ci-jointes, que j'ai jugées devoir être écrites à Sa Sainteté et aussi à Sa Majesté,

⁸⁰) Mus. Bell., C 4, n° 25 (fol. 35). La lettre porte la date du 26 mars 1652.

tant de ma part que de la part de son Conseil privé... tout ce qui s'est passé au regard de la bulle... Et comme au lieu d'attendre du gré des bons offices que j'y ai apportés, je me trouve mal traité par le bref... et par les formes injurieuses et illégitimes avec lequel il [l'internonce] s'en est servi... Je me confie que vous apporterez à cet effet les soins... soit en y procédant par remontrance et en désabussant Sa Sainteté des erronés et abusifs principes qu'on peut lui avoir imprimés et l'induisant... par ce moyen à une volontaire réparation des emprises... soit au cas que cette voie ne succède, en usant d'interposition d'autorité et raideur au contraire, selon les ordres que pour ce dernier cas vous pourrez attendre et recevoir de Sa Majesté, informant entre temps Sa Sainteté et ses ministres de la vérité du fait résultant des susdites lettres, avis et documents » ⁸¹).

Cette lettre, non moins hardie que celle qui est adressée au pape, finissait cependant en mode mineur. Au cas où l'ambassadeur aura besoin d'exercer pression sur un pape rétif, il devra attendre les instructions de Philippe IV, lesquelles cependant ne seront pas aussi efficaces que Hovine l'espère.

Comme le différend des ministres et du gouverneur avec le Saint-Siège était lié à celui des deux évêques, le cas de ceux-ci n'avait pas été oublié dans les démarches faites jusque-là.

Comme l'année précédente, Triest a rédigé une lettre particulière pour le pape. Cependant il la soumet à l'approbation du Conseil privé. Elle porte la date du 28 février.

« Quanto timore Sanctitatem Vestram gravissimis negotiis occupatum interpellem, novit ille quem in Vobis timeo Deum, sed obligatio defensionis honoris et nominis mei, quae mihi charior esse debet quam vita, ut audeam, cogit ; sane magno dolore me affecit quod videam me per secundum decretum Generalis Inquisitionis, datum Romae 18 novembris 1651 sub signatura F. de Albitiis, evocari ad personaliter et non per procuratorem coram Sanctitate Vestra comparandum, videarque gratia ipsius penitus excidisse, eo quod occusatus fuero me nec voluisse publicare bullam Sanctissimi Domini Nostri Urbani VIII, felicis recordationis, nec ullatenus parere primo decreto, dato mense Martii eiusdem anni 1651 ab eadem Congregatione signato J. Ant. Thomasius, quo iubebar me expurgare. Porro lenivit dolorem, quod, examine facto conscientiae meae, non inveni me umquam habuisse vel minimam voluntatem offendendi Sanctitatem Vestram aut Sedi apostolicae recalcitrandi, firmiter credens eandem tanta discretione esse praeditam, quod, informata de aetate mea 76 circiter annorum, corporali infirmitate ac recta inten-

⁸¹) Mus. Bell., C 4, n° 26 (fol. 36).

tione actionum mearum, non volet me ad impossibilitatem cogere, attento maxime quod constitutio episcopatus mihi indigno commissi (qui magna ex parte circumvallatus est oppidis ac fortalitiis haereticorum, absque illis qui intrinsecus latent) non patiatur absentiam meam.

Quare humillime rogo, (quod per binas litteras coniunctim cum archiepiscopo etiam feci), ut dignetur pro sua innata mansuetudine, in partibus deputare unum aut plures qui de veritate allegatorum et allegandorum se informare possint, certo confidens quod clare apparebit, tam ex meis registris, quam vivis testibus (qui commode Romae audiri aut eo mitti non poterunt) me praedictam bullam in consensu praelatorum et cleri Gandavensis in Aprili anni 1646 cum tali efficacia publicasse, ut eandem receperint et illius observantiam pro se et subditis suis sponponderint, sicut ex adiuncta copia constat, quod cum Abbas S. Anastasiae non ignoraverit (id enim illi per litteras tunc significavi) debuisset, salva pace ipsius, id potius quam contrarium Sanctitati Vestrae significare. Constabit etiam me nullatenus subterfugisse expurgationem per primum decretum dictae Congregationis imperatam, sed statim omni meliori modo quo potui studuisse illi obedire, scriptis in illum finem litteris eidem Congregationi, supplicans mihi significari ubi et coram quo Sanctitas Vestra desideraret illam expurgationem per me fieri; porro, uti dictae litterae fuerunt per Procuratorem Generalem Carmelitarum Discalceatorum dicto F. de Albitiis traditae, et is, illis retentis, promiserat se desuper responsurum postquam illae lectae forent in S. Congregatione, nec super eo responsum aliquod receperim, persuasi mihi congregationi plene satisfactum fuisse, vel me non obligatum ad aliud officium praestandum, nisi prius constitisset de ulteriori intentione dictae Congregationis, unde merito, salva eius gratia, non videor meruisse tam acerbam appellationem titulosque *inobedientis, contumacis et rebellis Sanctae Sedi*, prout loquitur secundum decretum, qui numquam in vita vel minimam dedi occasionem simile quid de me suspicandi, neque etiam dedit libellus sub nomine meo, sine meo tamen scitu, nutu aut consensu impressus et publicatus (cui titulus est *Raisons pour lesquelles* etc.), sicut coram Deo protestor. Regi enim, sed nonnisi rogatus in qualitate Consilarii Status, solum proposui tunc mihi visum fuisse, quod pro reipublicae quiete expediret publicationem supranominatae bullae, cum adiunctione suae auctoritatis, tantisper differri posse donec Sanctitas Vestra, desuper consultata dignaretur intentionem suam latius explicare et contentionem, super legalitate dictae bullae ortam, sua declaratione dissipare, in quo non existimavi me peccasse, quia datur nobis huiusmodi licentia per diversos canones, ut casu quo rescriptum apostolicum vel dubium, vel rigorosum, temporique minus conveniens videatur, liceat, suspensa illius executione, Sedem Apostolicam consulere, cap. *Si Quando*, X *de rescriptis* [FRIEDBERG, II, 18] Can. *Dicenti* c. 25 q. 2 [FRIEDBERG, I, 1015] et multis aliis. Neque etiam me offendisse

maiestatem et auctoritatem Sedis apostolicae, aut ei aliquod praeiudicium causasse, per ea quae duxi addenda in programme secundae publicationis dictae bullae, per me factae tum propter spem datam a rege de revisione libri Jansenii et illius expurgatione a Sanctitate Vestra sollicitanda, tum etiam ob alias rationes coram iudicibus probandas, si Sanctitati Vestrae placeat pro sua clementia eos in partibus deputare, quibus, ut spero, evidenter docebo fervorem partium aliter sopiri non potuisse et piam Sanctitatis Vestrae intentionem aliter vix potuisse tam commode aut efficaciter executioni mandari, quam per poenas auctoritate regia in subsidium infligendas contra bullae violatores ; docebo etiam me numquam verbis aut scriptis de doctrina veritatis et Ecclesiae auctoritate ullam assertionem respuisse. Si tamen in his vel in aliis, praeter intentionem meam, humanitus aliquid irrepserit, rogo ut Sanctitas Vestra, pro innata sua mansuetudine et benignitate, condonare ac simul pristinam Apostolicae Sedis gratiam mihi restituere. Orabo... » ⁸²⁾.

Triest se justifie donc énergiquement. Il se croit sans faute. Il rappelle entre autre, avec preuves à l'appui, qu'en 1646 il a publié la bulle. Il affirme qu'après la première monition de Rome, il a écrit deux fois au pape, une fois au Saint-Office et que n'ayant pas eu la réponse, pourtant promise, il a cru son affaire classée. Si néanmoins, on veut le traîner devant tribunal, il supplie qu'on fournisse des juges délégués. A côté de cette lettre particulière de Triest, il y en avait deux autres écrites au nom collectif des deux évêques ; l'une adressée au pape, l'autre à l'ambassadeur espagnol à Rome.

Au pape, les évêques écrivirent le 2 mars 1652 :

« Proxime elapsa aestate apud Sanctitatem Vestram, non veris suggestionibus delati, occasione bullae felicis recordationis Urbani VIII incipientis *In eminenti*, quasi Sedis apostolicae auctoritatem gravissime offenderimus, iussique ea propter apud eandem Sedem nos expurgare e non designatis tamen capitulis de quibus perperam accusabamur nullove ad hoc praefixo tempore, id iam pridem optima fide, sincera et propensissima in Sedem apostolicam veneratione, quantum in nobis fuit, praestitimus per litteras Duci de Infantado regis catholici tum in Urbe legato redditas hinc a quadrimestri missas et ab eo nostro nomine Sanctitati Vestrae offerendas ; quas quidem intelleximus circa medium mensis Novembris praeteriti eidem legato redditas, verum quia e vestigio tradi non potuerunt Sanctitati Vestrae, vel propter continuas easque gravissimas muneris apostolici occupationes, vel ob alia impedimenta ipsius legati ad gubernationem regni Siciliae tum abituriuntis et ante novi legati

⁸²⁾ Mus. Bell., D 2 n° 15 (fol. 33-35) et D 3, n° 2 (fol. 8-9).

adventum pro more occurrentia. Interim emanavit in Congregatione Generali Sacrae Inquisitionis Romanae aliud decretum, datum Romae 18 Novembris 1651, sub praetextu, prout in eo narratur, nos indies Sanctissimi Domini Nostri mandatis rebelles et contumaces existere, eamque contumaciam in scandalum Christi fidelium et Ecclesiae catholicae vergere, atque ideo denuo iubemur personaliter et non per procuratorem vel excusatorem intra sex menses coram Sanctitate Vestra comparere sub poenis, quod alias, dicto termino elapso, ex nunc prout ex tunc, eadem Sua Sanctitas nos ab ingressu Ecclesiae, exercitio pontificalium ac officio suspendat ac interdicat ac pro suspensis ac interdictis haberi velit, nullo in praemissis privilegio suffragante, ac alias, prout in dicto decreto. Quod quanto animi cum dolore acceperimus explicari vix potest; nihilominus freti tum integritate conscientiae nostrae, tum paterna Sanctitatis Vestrae propensione in omnes ordinis et characteris episcopalis viros, confidimus quod rigidum hoc, poenale et nobis impossibile, mandatum non prodiisset adversus Sanctae Sedis obedientissimos filios, si priores nostrae litterae opportune exhibitae et expensae fuissent.

Proinde iterum ad Sanctitatis Vestrae pedes provoluti, eam humillime deprecamur, ut denuo nobis liceat paucis, sed pari submissione dicere, Sanctitati Vestrae contra veritatem ab adversariis nostris suggestum fuisse, nos aliqua rebellione in Sanctam Sedem, christifidelibus et Ecclesiae catholicae scandalum umquam dedisse. Imo vero omnino paratos nos esse, non tantum curam dignitatemque episcopalem, sed etiam vitam ponere, si id coram aequo iudice in partibus deputando legitime probetur. Proinde confidimus huiusmodi criminis notam suspicionemque hoc ipso fuisse abstersam, quo priores nostrae litterae expurgatoriae Sanctitati Vestrae traditae fuerunt, neque posthac opus fore alia exusatione; impedimenta enim quae redditioni litterarum istarum remoram iniecerunt a nobis humanitus nec praevideri neque amoveri potuerunt. Sicut autem hactenus omnem in eo operam collocavimus post bullae publicationem, ut a subditis nostris ubique servaretur, (prout eam modo exacto et pacifice observari declaramus), ita etiam protestamur quod, sub eadem filiali obedientia, personaliter nos conspectui apostolico non invite praesentaremus, si per senium nostrum corporisque infirmitates id quoquo modo liceret. Siquidem ad tam decrepitam aetatem (Deo sit laus) modo pertigimus quae, teste propheta regio [Ps. 89, 10], potentatibus et robustissimis vix obtingit et ultra quam non nisi labor et dolor. Ego quidem archiepiscopus ad septuagesimum annum, episcopus vero ad septuagesimum sextum circiter aetatis annum; quodque ad eandem senectutem, quae ipsa per se morbus est, accedant gravissimae corporis infirmitates, testimoniis medicorum hisce iunctis expressae, quorum iudicio certissimum est, prout etiam omnibus, quibus cogniti sumus, manifestum est, nos ad conspectum Sanctitatis Vestrae vivos pervenire non posse. Noti vero iuris est, eos qui Sanctam Sedem adire personaliter praecipiantur

ab eo onere itinereque excusari ob senium aut coporis infirmitates cap. *De cetero* 11 [Friedberg, II, 892] et cap. *Quamvis* 58 [Friedberg, II, 912], extra de sententia excommunicationis, estque receptissima omnium tum theologorum tum canonistarum sententia, etiam moralem dumtaxat impotentiam faciendi id quod sub censurae comminatione praecipitur non tantum excusare a culpa et contumacia, verum etiam a censura. Verum et hoc addendum putavimus quod (etiamsi praefatae excusationes nostrae omnino cessarent) equidem metuendum fore ne Rex permetteret duos consiliarios Status Belgii sine particulari sua licentia, Ordinesque patriae, hoc rerum statu, paterentur, in vim praeteritae evocationis, nos longum periculosumque istud iter aggredi, utpote qui indubitate credunt, se usu immemoriali concordatis et privilegiis iis, tum regiis tum pontificiis, (inter quae numerant illud Leonis Papae X [5 Iulii 1515], cuius copia hisce iungitur), munitos esse quominus Belgae, aut aliquis eorum saecularis vel ecclesiasticus, pro quibuscumque causis, in prima instantia extra patriam evocari aut in iudicium quoquo modo trahi possit aut debeat. Protestamur autem. Beatissime Pater, haec a nobis proferri non iudicii declinandi causa, sed sola intentione quietem publicam postrema hac citatione illiusque executione contra morem maiorum facta non parum commotam sedandi et imminetia Ecclesiae mala pro viribus avertendi. Ac Sanctitatem Vestram obtestamur per viscera miseridordiae Dei ut has nostras humillimas iustissimasque et toto Belgio notissimas excusationes boni consulere, propriis paternisque oculis perlegere et quiescente post hac omnium contentionum strepitu pristinam Apostolicae Sedis gratiam benedictionemque nobis impartire dignetur »⁸³⁾.

Boonen y joignit une attestation, signée le 28 février 1652 par les médecins personnels de l'archiduc, Jean de Lau et R. Vanderborcht, et par le médecin pensionnaire de la ville de Bruxelles, P. Merstraten :

« Nos infrascripti fidem facimus Ill^{mum} D. Iacobum Boonen, archiepiscopum Mechliniensem, senem 79 annorum, decrepitem et continuis laboribus occupationibusque in rebus arduis tritum, etsi memoria, iudicium et ingenium in ipso optime vigeant, et Consilio Status in dies insit et, quia senior, tamquam praeses cum laude dirigat, tot tamen, tantis et tam magnis morbis affici et excruciar, ut plane impossibile sit, in nostro testimonio breviter et erudite de singulis disserere eorumque essentias, causas et symptomata enarrare ; adest enim hernia intestinalis periculosissima iam ab annis viginti sex confirmata ; adest renum calculus mietum sanguinis, etiam post motum moderatissimum, inducens, urinam aliquoties supprimens, ita ut dictus Illustrissimus in rheda vix sedere possit ; adsunt vertigines fre-

⁸³⁾ Oudbisschoppelijke Clerezie, 1037 ; Bruxelles, ms. 16518, fol. 64.

quentissimae ; adest tumor crurum oedematosus, non solum cum evidentibus imminentiis, sed etiam aliquoties gangrenae inchoatae signis ; adest dolor ischiaticus ; adest denique catharrus suffocativus quietem nocturnam impediens ; frequenter enim, etiam pluribus mensibus continuis, dictus Illustrissimus decumbere non potest, sed noctes magna ex parte insomnes in sede traducere cogitur, ita ut morali certitudine ducti et longa ex variis accidentibus (quibus in itinere occurrere impossibile est ob remediorum defectum) subito supervenientibus experientia nitentes, iuramento affirmamus, certissimum esse praedictum Illustrissimum numquam vivum ad Sedem apostolicam perventurum, quocumque modo sese itineri commiserit » ⁸⁴).

Une attestation semblable (signée par Guillaume Thys, médecin personnel de Triest, Jacques Lipius, médecin, Pierre Coomans, pharmacien, authentifiée par Roger Ooms, prêtre, notaire apostolique, et I. Allaert, avocat au Conseil de Flandre, notaire apostolique) déclarait Triest incapable d'entreprendre le voyage à Rome :

« Nos infrascripti doctores medici, cubicularius et ordinarius ac pharmacopola Ill^{mi} ac R^{mi} Domini Antonii Triest... attestamus eundem, ... ob varia sui corporis incommoda quae eum iam pridem exercuerunt atque in senecta aetate adhuc trahunt et ingravescent, iter romanum arripere et conficere non posse, sine manifestissimo mortis discrimine, in gravi sua aetate septuaginta et quinque annorum, nam ab arduo illo itinere non tantum eum arcet dictam senium sed etiam exhaustum virium robur et (quod caput est) calculus renibus inhaerens qui illum a multis annis torsit, unde verendum est ne is, nimia corporis agitatione, (longa illa via fieri solita) ulcus renibus inferat. Ultra dolores tschiaticos qui illum a multo tempore cruciarunt et etiamnum cruciant. His accedunt catharri, quibus praeterea aestate ita vexatus fuit ut cum summa difficultate ordinariis diocesis suae visitationibus vix potuerit sufficere. In quorum omnium » ⁸⁵).

Si Boonen et Triest (il est bon de le faire remarquer) insistent sur leur vieillesse et maladies qui les empêchent d'entreprendre un voyage si long, cela ne veut pas dire qu'ils demandent de comparaître par procureur. Triest sollicite explicitement des juges délégués, et la lettre commune relève très clairement qu'en toute supposition le privilège *de non evocando* s'oppose à leur comparution. La lamentable affaire de Triest avec les brigittins, plaidée devant la

⁸⁴) Mus. Bell., D 2, n° 16 (fol. 36-39) ; Oudbisschoppelijke Clerezie, 1037.

⁸⁵) Mus. Bell., D. 2, n° 15 (fol. 37).

Rote, devait avoir suffi pour faire comprendre à Albizzi combien cet obstacle était sérieux.

Les documents épiscopaux soumis à l'examen des ministres pour être envoyés à Rome, comprenaient encore la lettre commune destinée au cardinal Trivulzio, ambassadeur :

« Quia nuper intelleximus omnia regis catholici negotia in Urbe et apud Sanctissimum Dominum Nostrum expedienda post discessum ducis de Infantado et adventum novi legati ordinarii per eundem regem, consentiente Summo Pontifice, prudentissimae directioni Eminentiae Vestrae esse concredita, iure merito per hasce eidem congratulandum putavimus, imo et nobis ipsis. Ipsique quidem, ob auctoritatem gratiamque qua apud regem potentissimum valet ; nobis vero, eo quod difficultates regi nobisque in Belgio motas occasione publicationis bullae felicitis memoriae Urbani VIII, incipientis *In eminenti*, commissas videamus tali viro, cuius in rebus agendis industriad, magnanimitatem prudentiamque, in Urbe et toto orbe christiano cognitae, summe veneramur. Novit Eminentia Vestra ex litteris Serenissimi Archiducis Leopoldi et nostris circa finem aetatis praeteritae ad Sanctissimum Dominum Nostrum scriptis atque ad Ducem de Infantado missis, quam perperam de crimine quasi laesae auctoritatis apostolicae accusati fuerimus, novit etiam quam solide et reverenter nos expurgaverimus. Nihilominus per aliud breve Sanctissimus Dominus Noster in Sacra Inquisitione, ante priorum litterarum redditionem, decretum 18 Novembris 1651 dicimur indies eiusdem Sanctissimi Domini Nostri mandatis rebelles et contumaces existere, iisdemque nominibus iubemur personaliter et non per procuratorem vel excusatorem coram eodem infra sex menses comparere sub gravissimis poenis, in eo latius contentis.

Per adiunctas, tum eiusdem principis archiducis, tum nostras litteras evidenter iterum diluimus non solum rebellionis contumaciaeque crimen immerito nobis impartum, verum etiam manifeste ostendimus praefati rigorosi mandati executionem nobis absolute impossibilem esse atque directe repugnare, tam privilegiis patriae, quam moribus et consuetudinibus a tempore immemoriali in Belgio citra ullam controversiam et publice observatis ; quarum quidem litterarum omniumque munimentorum, cum iis adhibitorum, copiam Eminentiae Vestrae hic una mittimus, ut clare perspiciat innocentiam obedientiamque nostram Sanctissimo Domino Nostro et regi fideliter praestitam ac simul cognoscat quam sinistre de nobis informata fuerit Sua Beatitudo, quantique intersit tum ipsius, tum regis atque etiam quietis publicae, ut ministri pontificii, huc destinandi, prius exacte sese informet de privilegiis moribusque inveteratis patriae, ut quantum fieri potest, commode correspondeant cum gubernatore ministrisque regiis, antequam more insolito et praecipiti executionem mandatorum apostolicorum urgeant imperentque. Quia vero per secundi huius contra nos decreti executionem alteriusque brevi,

ad praedictum archiducem dati, quatiuntur leges fundamentales et privilegia patriae, unde totum Belgium conturbatum est, non dubitamus quin Eminentia Vestra desuper latissimas litteras brevi acceptura sit a rege et ab archiduce vel Concilio arcano Regis. Nos interim pro opera in hoc nostro negotio viriliter hactenus praestita Eminentiae Vestrae immortales gratias agimus, et quanta possumus submissione rogamus, ut pro suo in rege zelo, iisdem animis, industria et vigilantia idem ad optatum finem prosequi non dedignetur. Cedet id in ecclesiae Belgicae et quietis publicae bonum, in singulare regis catholici obsequium atque haereticorum ruborem qui similibus ministrorum apostolicorum et regionum dissidiis mire exultant. Deum precaturi... »⁸⁶⁾.

Tous ces documents épiscopaux furent vus, examinés et approuvés par le Conseil privé et par le Gouverneur. Antoine Navarro Bureno, secrétaire d'Etat, écrit le 2 mars 1652 :

« Vuelven las minutas de las cartas, haviendolas visto Su Altesa, y me manda dezir a Vuestra Señoria Ilustrísima que estan muy bien escritas, pero que se podría insistir (como se hace) en haber comparecido por las cartas que Vuestra Señoria Ilustrísima y el Señor Arzobispo escribieron a Su Santidad, escusarse con la larga edad de entrambos y con los achaques que la acompañan, no alegando motivos ningunos que resistan a la voluntad de Su Santidad, ni fundados en bulas de los pontífices, por que por ahora irritaren más que defiendan (podriase esto reservar por otra inspección, si fuese menester) concluyendo la carta de los dos con que podría temer que estos paises, fundados en algunos privilegios suyos, ne dejasen salir Sus Señorias Ilustrísimas. Sua Altesa ha escrito ya a Su Santidad como Vuestra Señoria Ilustrísima sabe y al Señor Cardenal Trivulcio ; ahora se le volverá a encargar que non cese en proteger esta causa, con que parece probable que se hará de sosegar la tempestad. Si hubieran de ir las cartas, las esperaré hasta las doce de medio dia. Avísemelo Vuestra Señoria Ilustrísima para participarlo a Señor Cardenal. Dios... »⁸⁷⁾.

Il semble bien que le même jour les lettres et documents des évêques furent confiés au courier.

Anticipant sur les faits, indiquons que le cardinal Trivulzio ne donna d'autre réponse que celle-ci, datée du 27 avril :

« De aca no tengo por ahora que avisar cosa de consideración, solo que, en los de esos Señores Obispos, ne se me ha dado otra

⁸⁶⁾ Bruxelles, ms. 16518, fol. 62.

⁸⁷⁾ *Ibid.*, fol. 64-65.

respuesta ny yo la solicito parecendome mas ventusa a aguardarla, mayormente que con las cartas que se le han presentato y protestas que yo he hecho, no les corre contumacia »⁸⁸⁾.

Cependant, après avoir expédié sa seconde lettre au pape, Boonen ne s'attendait pas à voir cesser ses difficultés. Il continuait à chercher protection contre les dangers qui le menaçaient à Rome et à Madrid. Voici un détail intéressant à ce sujet. Libert De Pape, abbé du Parc, licencié en théologie, fils de juriste, apparenté à Boonen, note dans son *Compte-rendu* :

« Ab 11 Martii [1652] rogatus ab Archiepiscopo Mechliniensi, veniens Bruxellam, vacavi in eius negotiis qui citatus erat Romam. usque ad 16 Martii, et ostendi clare, anno 1478, tempore Ducis Maximiliani, ab ipso Duce, Statibus et aliis, pro privilegio patriae habitum fuisse, quod nullus in primo instanti posset evocari extra patriam ad iudicium, idque docui ex exemplo R. D. Theodorici Tuldels, abbatis Parchensis, qui Romam citatus fuerat, et tamen non comparuit, et Dux et Status ipsius causam in se susceperant etc. »⁸⁹⁾.

Il est peu probable que De Pape soit resté six jours à Bruxelles seulement pour raconter l'histoire de l'abbé Théodoric Thierry de Tuldels, qui avait été cité à Rome à la suite de ses démarches pour libérer son abbaye des abbés commendataires. Ses occupations « dans l'affaire de l'archevêque » s'éclairent par un passage d'une lettre de Sébastien Stockmans, juriste, ami de Boonen et de Roose, qui, écrit le 24 mai 1652, a celui-ci :

« ... His intemperiiis agitur hic respublica. Omnes boni remedium non nisi in reditu tuo expectant, etiam qui ante aversi, qui praesentem virtutem oderant, et iam sublatam ex oculis requirunt. In hoc rerum stato, ego me rebus et hominibus subduco quantum

⁸⁸⁾ Mus. Bell., D 2, n° 42 (fol. 88).

⁸⁹⁾ P. LENAERTS, art. cité, 262. L'abbé Van Tuldels obtint cet éloge nécrologique : « Hic tanta excellentia dignitatis et utilitatis abbatiam suam gubernavit et pro ecclesiastica immunitate in Belgio stetit, ut velut alter Ambrosius pro defensione iustitiae et patriae huius, maximo in honore apud omnes plebeos et nobiles duces et principes, imo et apud Summos Ecclesiae Pontifices sit habitus » ; J. E. JANSEN, *L'abbaye norbertine du Parc-le-Duc*, Malines 1929, 227. Le mérite attribué à Van Tuldels consistait à avoir refusé d'admettre des abbés commendataires dans les abbayes de prémontrés. S'étant opposé à l'abbé commendataire nommé par Rome, il fut cité devant le pape. Quelques détails sont donnés à ce sujet par Charles-Barthélemy DE RIDDER, *Les élections abbatiales dans les Pays-Bas*, dans *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de Belgique*, 5 (1868) 315-318.

possum, libris et studiis me addico. Fuit etiam occasio scribillandi, postulante id a me archiepiscopo, ut quae de placito regio et iure publicandi observassem colligerem ; quod feci, ut Hispani rescirent quo iure hic utamur. Videtur scriptum mittendum ad doctorem Lovaniensem [Recht] qui ibi agit. Nomen meum ignorant, sed te nihil celare volo, atque adeo frustra celam tam emunctae naris virum, cui vel stylus rem detegat, si ille inspiciendum dederit, quod credo futurum, quia ita vult archiepiscopus »⁹⁰).

Pour renseigner la Cour de Madrid en vue d'en obtenir l'appui nécessaire dans les difficultés au sujet de la publication, Boonen a fait composer des traités par Pierre Stockmans. En mai, ils sont déjà achevés sous les titres : *Jus Belgarum circa bullarum pontificiarum receptionem* et *Defensio Belgarum contra evocationes et peregrina iudicia*⁹¹).

Il semble donc bien probable que l'abbé de Parc fut appelé chez l'archevêque pour collaborer, à l'égal de Godefroi Van de Mortelee⁹²), avec Stockmans aux traités en préparation. Le cas de Thierry Van Tuldel reçoit, en effet, une place d'honneur dans la *Defensio Belgarum*, chapitre II, paragraphe II : *Solemne exemplum irritae huiusmodi evocationis Abbatis Parcensis in Brabantia 1477*.

Les deux traités de Stockmans ont, sans doute, utilisé les réponses données par les conseils à la circulaire du 28 décembre.

⁹⁰) BORGNET, art. cité, 442-443.

⁹¹) Sur Stockmans et ces livres voir *Bibliographie nationale*, 24, 57-66; WILLAERT, *Le placet*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, 32 (1954) 1086-1088.

⁹²) Ce juriste, neveu de Calenus, était un collaborateur ordinaire de Boonen, qui, en 1646, avait voulu l'envoyer en Espagne ; cf. L. CEYSENS, *L'impasse de la bulle*, dans *Analecta praemonstratensia*, 32 (1956) 14. Les antijansénistes le considéraient même comme l'auteur des deux traités de Stockmans. Ils le firent dénoncer à l'inquisiteur général par le surintendant de la justice militaire, François de Valcarzel. On lit, en effet, dans une consulte du 12 octobre 1653 donnée par la *junta* espagnole pour le jansénisme : « Estos tradados, dice el superintendente de la justicia militar, que son del licenciado Mortel, letrado del Arzobispo y sobrino del licenciado Caleno... y que los más fundamentos de ellos son de la doctrina de Carlos Molineo [Du Moulin], frances y autor condenado, y añade el superintendente que con estos procedimientos se ha animado el pueblo y está creyendo y hablando con poco respeto y reverencia de los mandatos apostólicos ». Les antijansénistes se hâtent d'opposer aux traités de Stockmans ceux de François Van de Zype, que le surintendant transmit également à l'inquisiteur général ; cf. *Simancas*, Estado 2081 ; cf. *Correspondance*, IV, 400.

Dans un style concis, en un latin classique, ils établissent les droits du souverain relatifs au placet et au privilège de *non évocando*. Prise de position historico-juridique de large envergure, faisant appel aux auteurs anciens et modernes, aux juristes et aux théologiens de plusieurs pays, et surtout d'Espagne, aux coutumes de diverses nations, mettant tout en rapport avec les difficultés surgies à l'occasion de la publication de la bulle, ces ouvrages sont destinés à compléter le gros dossier que l'archiduc venait d'envoyer en Espagne.

Directement opposés aux théories d'Albizzi, ces deux traités vont devenir un sujet de litige de plus dans le conflit. L'assesseur les fera condamner à Rome, exigera leur condamnation par l'Inquisition espagnole ⁹³⁾ et veut même les voir expressément désavoués par le roi d'Espagne ⁹⁴⁾.

Après avoir envoyé lettres, avis, documents et traités au roi, à l'ambassadeur d'Espagne à Rome, au pape, les ministres n'étaient pas encore satisfaits. Il leur restait à répondre ouvertement au bref et au décret que l'internonce s'était empressé à rendre publics. On envisageait donc un désaveu catégorique, une protestation solennelle. Seulement, à la suite des brefs adressés au roi et au gouverneur, on était d'accord pour ne plus lancer le nouvel édit sous le nom de Sa Majesté et de Son Altesse. Dans ce but, le Conseil privé pensait à faire intervenir le Grand Conseil de Malines. Tribunal souverain, suivant la procédure judiciaire, celui-ci pouvait rendre en son propre nom une sentence contre des « attentats si notoires et si évidents ».

A cet effet, le Conseil privé avait prié le prévôt Jean Van Wachtendonck, conseiller ecclésiastique du Grand Conseil, vicaire général, qui venait d'être nommé (le 10 novembre 1651) évêque de Namur, de se faire à Malines l'interprète de ses désirs ⁹⁵⁾.

Mais précisément à cette époque (le 25 décembre 1651) venait d'être nommé président du Grand Conseil, un antijanséniste zélé,

⁹³⁾ REUSCH, II, 466; LEGRAND-CEYSSENS, *La correspondance du nonce de Madrid*, dans *Anthologica annua*, 4 (1956) 622, 626, 627, 629, 630. Le décret de l'Inquisition du 14 janvier 1654, condamne les deux traités « por contenter proposiciones erróneas que saben a herejía y al modo de hablar de los herejes, temerarias en cosa gravísima, escandalosas y injuriosas a la autoridad espiritual de la Iglesia respectivamente »; *ibid.*, 630.

⁹⁴⁾ LEFÈVRE, *Documents*, 239-240.

⁹⁵⁾ LEFÈVRE, *Documents*, 201-202.

Antoine l'Hermite, depuis 1648 conseiller au Conseil privé ⁹⁶⁾). Il reçoit et suit des directives contraires à celles d'Hovines et se dérobe au désir de ce dernier. Les deux Conseils se chamaillent et la sentence projetée n'a pas encore été donnée ⁹⁷⁾ quand, au mois de juillet, la situation change.

V. — VERS UN COMPROMIS

Révoqué, l'internonce Bichi quitta Bruxelles le 22 juin 1652 ⁹⁸⁾). Ce départ, Pierre Stockmans l'annonça à son ami Roose en ces mots :

« ... Cras discessurus dicitur, re locupletem in modum aucta. Advenerat pauper, reddit dives. Spiritualia non seminavit, messuit tamen temporalia » ⁹⁹⁾).

Bichi ne devait pas laisser de regrets, pas même parmi ses amis antijansénistes. Pour sa part, il s'en alla sans chagrin. Sa nonciature n'avait pas été une réussite, surtout auprès des ministres et, pour finir, même pas auprès de ses collaborateurs antijansénistes. D'un autre côté, son oncle, Fabio Chigi, de nonce à Cologne venait d'être promu cardinal-secrétaire. De la sorte, en s'acheminant vers Rome, il pouvait se flatter d'un nouvel avenir.

Entre temps son successeur à la nonciature était déjà arrivé ¹⁰⁰⁾). Il s'appelait le docteur André Mangelli et venait d'Espagne, où il était auditeur du nonce Jules Rospigliosi. C'est là qu'il avait été mis au courant des affaires jansénistes belges et qu'il avait dû s'en

⁹⁶⁾ L. STROOBANT, *Les magistrats du Grand Conseil de Malines*, dans *Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique*, 54 (1903) 437. Il est probable qu'Antoine l'Hermite était apparenté aux jésuites du même nom qui jouaient un rôle dans l'antijansénisme.

⁹⁷⁾ Voir LEFÈVRE, *Documents*, passim; WILLAERT, *Le placet*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, 32 (1954) 1077-1080. Entre temps, sur requête des Etats de Brabant, le Conseil de Brabant veut bien prendre une mesure provisionnelle, mais en égard à la gravité de la matière, il attend au préalable l'ordre de l'archiduc; LEFÈVRE, 217-218.

⁹⁸⁾ NF, 36, 184r. Une escorte officielle l'accompagna jusqu'à Malines.

⁹⁹⁾ BORGNET, *art. cité*, 446.

¹⁰⁰⁾ Il était arrivé le 11 juin, au soir. Le lendemain, les deux internonces furent reçus par l'archiduc, qui les reçut avec bienveillance et leur témoigna son attachement au Saint-Siège et son zèle soumis dans la cause du jansénisme; NF, 36, 167.

occuper. Encore avant de quitter Madrid il avait fait des démarches répétées auprès du roi, du premier ministre, de l'inquisiteur, de ministres et de secrétaires dans l'espoir d'avoir en proche, en arrivant à Bruxelles, les ordres nécessaires pour réduire le gouverneur, ses collaborateurs et les évêques aux exigences de ses supérieurs ¹⁰¹⁾.

Il était arrivé à Bruxelles, sans avoir rien obtenu. Il avait cet avantage sur Bichi de ne pas avoir encore d'ennemis personnels parmi les ministres et de trouver chez les antijansénistes des amis moins désillusionnés ¹⁰²⁾.

Le lendemain du départ de Bichi, Mangelli eut une audience de l'archiduc :

« ... Rapresentai a Sua Altezza la premura grande di Sua Santità nel negozio dell'esequitione delle bolle pontificie pubblicate contro la dottrina di Jansenio e della rivocatione degl'ultimi editti e lettere circolari tanto pregiudiciali alla giurisdictione et immunità ecclesiastica et all'autorità della Sede apostolica, sopra di che primo che io partisse di Madrid... erano state fatte reiterate istanze alla Maestà del R^o Cattolico, il quale deputò una giunta dei suoi più gravi ministri sopra di simile affare. Et essendo questi stati più volte informati sopra la giustificatione delle istanze fatte, ultimamente risposero che aspettavano alcune risposte et informazioni di Sua Altezza Serenissima, senza vista delle quali non potevano pigliare determinata risoluzione ; che perciò supplicavo l'Altezza Sua a restar servita d'insinuarmi se erano state transmesse a Madrid le sudette risposte et informazioni e quando non fossero state rimesse farmi gratia di commandare s'incaminassero subito.

Rispose il Signor Arciduca con parole di molto gradimento in quanto al rendimento di gratie da me fattele. Et in quanto al negotio di Jansenio disse che di già alcuni giorni prima erano state transmesse a Madrid le risposte... aggiungendo... che sempre sperava che Nostro Signore avrebbe riguardo all'ossequio professato da Sua Altezza et da questi Stati alla Santa Sede apostolica...

In quanto all'affare di Jansenio non sento seguire alcuna novità... » ¹⁰³⁾.

¹⁰¹⁾ LEGRAND-CEYSSENS, *La correspondance du nonce de Madrid*, dans *Anthologica annua*, 4 (1956) 601 sv. On trouvera dans NF, 36 un certain nombre de lettres que Mangelli, déjà nommé, écrivit de Madrid avant de partir pour Bruxelles.

¹⁰²⁾ Il est en relations continues avec les jésuites et avec certains professeurs antijansénistes de Louvain. Cf. CEYSSENS, *La publication, aux Pays-Bas, de la seconde bulle contre Jansénius*, dans *Augustiniana*, 7 (1957) 200-201.

¹⁰³⁾ NF, 36, 184-185v. Mangelli demanda encore à qui il devait s'adresser pendant l'absence de l'archiduc, sur le point de partir avec l'armée. « Mi rispose

Ainsi donc, dès le début, les positions sont nettes : le nouvel internonce qui s'octroie un droit de regard sur les relations de l'archiduc avec son souverain, oublie l'accessoire, le cas des évêques, et ne retient que le principal : la révocation des édits (placard et circulaires) « si pernicieux » du gouvernement ; Léopold-Guillaume, au contraire, espère que la « complaisance », montrée par lui-même et ses ministres à l'égard du Saint-Siège, sera reconnue comme il convient.

En effet, à Rome la situation restait si tendue, que, nous l'avons vu, le cardinal Trivulzio n'était pas du tout pressé d'obtenir une réponse officielle aux documents belges qu'il avait remis au pape. Ce n'était pas étonnant car Innocent X lui avait alors réservé un accueil plus que froid, répétant qu'il n'acceptait pas qu'un cardinal « le dió quejas de la indecencia con que Su Beatitud trataba al Señor Arciduke representándole que Su Santidad debía ajustarle al stylo y privilegios de aquellos Países » ¹⁰⁴).

Cependant, pour connaître l'atmosphère de Rome, il faut s'adresser à Albizzi. qui, dans ce genre d'affaires, est tout puissant sur le pape. Dans son *Journal*, Saint-Amour a noté une conversation qu'il écouta le 17 avril dans l'antichambre d'Albizzi :

« Comme nous arrivions dans son antichambre, nous l'entendimes qui parlait fort haut et comme à colère à deux religieux cordeliers ¹⁰⁵) qui étaient avec lui et que nous en vîmes sortir par après. Ce ton de voix si élevé nous empêcha de passer dans son antichambre plus loin que les deux premières chaises qui y étaient en entrant. Nous ne laissâmes pas d'entendre de là plusieurs des choses qu'il leur dit. Il leur parlait des affaires de Flandre aigrement et impérieusement. Il qualifiait les gens de ce pays-là de *forfanti*, *forfateria*. Parlant de M. l'Archiduc Léopold, — le pauvre archiduc, disait-il — quoi faut-il mettre en compromis, si l'on obéira plutôt aux ordres des supérieurs temporels qu'à ceux qui viennent de

che, o potero scrivere all'Altezza Sua, o trattare qui col consigliere più antico del Consiglio privato che essercitará l'offitio del presidente in luogo del Signor Consigliere Ovines, che conduce seco Sua Altezza; e che dentro di quattro giorni pensava di dover partire ».

¹⁰⁴) Cette lettre de Trivulzio, datant sans doute du mois de mai, n'a pas été retrouvée. Elle fut remise par le roi, le 6 juin, à l'examen du Conseil d'Etat, qui en fait mention dans sa consulte du 23 décembre. Voir Simancas, Estado, 2078.

¹⁰⁵) Il s'agissait sans doute non de deux franciscains mais de carmes déchaux, c'est-à-dire du Père Isidore et de son *socius* qui allaient parler Albizzi de la part de Triest.

Rome ? *Mi dispiace che i nostri soldati* (car, dit-il, *i fratri sono nostri soldati*) *siano quelli* qui commettent ces désordres. Je suis fâché. disait-il, que ce soit nos soldats qui tombent dans ces désordres. Je dis nos soldats, car les *frati* (c'est un mot par lequel on désigne en Italie les religieux mendiants) sont nos soldats. Il dit que M. l'Archevêque de Malines méritait d'être brûlé dans la place de Saint-Pierre... » ¹⁰⁶).

Et néanmoins, quelques mois plus tard, les lettres et documents transmis à Rome et à Madrid commençaient à avoir un certain effet calmant. La première mention en est faite par Triest dans sa lettre adressée le 25 juin à Boonen :

« ... Internuntius agens Brugis cum Domino Episcopo magnam spem dedit sopiendis omnibus difficultatibus et dissentionibus. Quod illi facile fore existimo, si non nimium tribuat Sociis et eorum assensibus » ¹⁰⁷).

De fait, des nouvelles mesures sont entrevues. Vers la fin de juillet, Mangelli reçoit la nouvelle que le Saint-Père a fait grâce aux deux évêques. Sur leur prière il leur permet de ne pas comparaître personnellement, mais de se servir de procureurs, à commissioner dans les deux mois ¹⁰⁸).

Venant naturellement d'Albizzi, cette nouvelle mesure n'était pas du tout une concession inspirée par la bienveillance ou la pitié. Les deux évêques étaient si âgés et de santé délabrée qu'ils n'avaient pas besoin d'une dispense pour ne pas venir à Rome. Ils étaient entièrement excusés. En modifiant la mesure, Albizzi ne fait que leur enlever l'excuse et leur réimposer l'obligation. Au point de vue théorique, il ne cède rien, au contraire. En obligeant les évêques à comparaître par procureurs, il les force à se soumettre à la thèse romaine qui nie les privilèges nationaux. Ainsi les évêques se trouvent placés devant un dilemme, auquel ils ne pourront échapper. Inévitablement, ils encourront l'indignation de Rome, ou bien celle

¹⁰⁶) *Journal de Mr de Saint-Amour*, 218.

¹⁰⁷) Mus. Bell., D 3, n° 43 (fol. 146). Les jésuites, dont Triest craint l'influence néfaste, n'ont certainement pas cherché à envenimer l'affaire de l'archiduc et des ministres, qui étaient leurs amis. Pour sauver ces amis ils essaieront de détourner la foudre romaine sur les deux évêques qui leur étaient contraires. Cf. CEYSSENS-LEGRAND, 164.

¹⁰⁸) Mus. Bell., D 2, n. 19.

des Conseils nationaux. Ceux-ci s'ils veulent sauver les évêques, seront, de leur côté, forcés de céder aux exigences d'Albizzi.

La nouvelle mesure vise donc autant les ministres que les évêques. Elle a été prise en pleine connaissance de cause, par un curialiste rusé.

Car réellement, cachée par le style diplomatique, il y avait ruse. Si Albizzi ne fait pas une concession aux évêques, il en offre une à l'archiduc et aux ministres. L'assesseur reconnaît tacitement son erreur ; les « décrets si pernicioeux » ont été inspirés par une excellente intention *antijanséniste*. Aussi, il veut oublier l'exigence de leur révocation, à condition que le gouverneur et les ministres consentent à sacrifier les évêques et par là laissent à Rome l'apparence d'une victoire, ne fut-ce qu'une petite satisfaction de juridiction. Voyant dans l'offre un chemin par où revenir de leur faux pas, Léopold-Guillaume et Hovines, conseillés par les antijansénistes qui visent l'humiliation des évêques, saisiront la main qui leur est tendue.

Cependant, Ferdinand Niphus, chanoine de Soignies et secrétaire à la nonciature, est chargé de communiquer aux deux évêques la concession pontificale et de rapporter leur réponses.

Le 26 juillet, Boonen répondit à Niphus :

« ... se plurimum laetari de gratia sibi facta a Sanctissimo Domino... sed plurimum etiam vereri aliquam turbationem orituram esse in hisce provinciis... Esse delegandos iudices in his partibus pro cognoscendis causis incolarum Status Brabantiae. Postea subdidit archiepiscopus quod, attenta gravitate causae, sibi praetermittendum erat ; ut mitteret suum familiarem ad informandum D. Inter-nuntium »... ¹⁰⁹⁾.

De fait, deux jours après, le 28 juillet, Boonen écrivit à Mangelli :

« Novum illud mandatum... in summas me coniecit angustias, quamvis enim nihil mihi sit vel unquam fuerit antiquius quam in obsequendo decretis pontificiis exhibere me quam promptissimum ; cum tamen illa causa, extra Belgicas hasce provincias evocatio, privilegiis, iuribus ac inveteratis Belgii moribus non conveniat, quibus tuendis et exacte observandis solemni iuramento obstrictus sum, sitque non mediocriter verendum ne, si parvero, tum Ordines patriae, tum Regia Consilia adversus me concitentur, indeque scandala et tur-

¹⁰⁹⁾ Simancas, Estado, 2078.

bae oriantur in ipsius Apostolicae Sedis praeiudicium, quid mihi hac in parte statuendum sit anceps haereo ; adeoque rogo ut non aegre ferat Dominatio Tua Illustrissima, si in negotio tam perplexo dies aliquot deliberationi impendam, quamquam ex nunc omnino parere decreverim si absque scandalo aut alio gravi incommodo id fieri posse comperero » ¹¹⁰⁾.

Triest, se trouvant occasionnellement à Bruxelles (dans le palais qu'il y possédait) reçut, le 2 août, la visite de Niphus, auquel :

« ... Respondit in omnibus et per omnia se semper ostendisse obedientissimum filium Sanctae Matris Ecclesiae ac declaravit sese absolute submittere voluntati eiusdem Sanctitatis Suae, sed cum vereatur ne, si dictum mandatum... mandetur executioni inde oriturae sint magnae difficultates inter Suam Sanctitatem, Regem et Ordines provinciarum ob rationes tam per Serenissimum Ducem Leopoldum per litteras ad Em^{mum} D. Card. Trivultium directas, quam per binas dicti Domini Episcopi epistolas Sanctitati Suae humiliter inscriptas. Rogabat D. Internuntium quatenus ipse placeret de his sese informare ac sua prudentia et discretione hanc tempestatem tempestive divertere et pro pace publica intercedere apud Suam Sanctitatem, ut ipsa non gravetur se curare informari per iudices delegandos in partibus super recta eiusdem Domini Episcopi intentione ac modo procedendi, et insimul pati se instrui de privilegiis atque indultis apostolicis Belgis concessis, deque eorum usu ac immemorabili consuetudine. Quo medio confidebat Suam Sanctitatem habituram omnem satisfactionem » ¹¹¹⁾.

Le même jour, Triest confirme cette réponse orale dans une lettre adressée à l'internonce. Par après il marqua sur la minute : « Traditum D. Internuntio, sed non placuit illi » ¹¹²⁾.

¹¹⁰⁾ Mus. Bell., D 2, n° 20; Simancas, Estado, 2078.

¹¹¹⁾ Simancas, Estado, 2078.

¹¹²⁾ Voici cette lettre dont on trouvera la minute signée et corrigée par Triest, dans Mus. Bell., D 2, n° 20, fol. 53:

« Episcopus Gandavensis, lectis litteris Ill^{mi} D. Internuntii D. Andreae Mangelli, et ab eodem coram audita gratia ipsi facta a Sanctissimo Domino Nostro... qua excusavit illum a personali comparitione in curia Romana, Sanctitati Suae agit immensas gratias et declarat se paratissimum semper fuisse et adhuc esse in omnibus et per omnia parere ac se submittere voluntati eiusdem Suae Sanctitatis et Sanctae Matris Ecclesiae, sed cum vereatur, si apostolicum mandatum in dictis litteris contentum executioni mandetur, causaturum magnas difficultates inter Sedem apostolicam, regem suum et Ordines provinciarum ob rationes pridem per binas litteras ad Suam Sanctitatem directas, (confidit quod idem Ill^{mus} D. Inter-

A cette lettre l'évêque avait joint cette autre (du 2 août) destinée au pape :

« Gratiae minus promeritae magis devinciunt homines ad eas recognoscendas quam promeritae. Ex hoc genere hominum sum ego peccator. Recepi benedictionem a Sanctitate Vestra et simul absolutionem a non comparitione personali quas dignata est mihi insinuare per litteras sui internuntii in his partibus residentis. Quid respondeam, non habeo nisi preces et sacrificia oblata et quae indies offero pro prosperitate Sanctitatis Vestrae. Porro mitigavit laetitiam, quod sentiam per easdem litteras voluntatem suam esse, ut per procuratorem veniam in curia Romana diffendere mihi imposita. Cui et parere paratum est cor meum et ostendere me esse obedientissimum filium, sed non video id mihi commode, sine renuntiatione et violatione privilegii a Sede apostolica Belgis concessi et hactenus inviolabiliter usitati, etiam in iudicio contradictorio manutenti, sine indignatione regis et Ordinum provincialium, ne dicam formali et scandalosa oppositione facere posse, prout multis argumentis et exemplis studii docere praedictum internuntium. Quare supplico qua possum et debeo humilitate quatenus Sanctitas Vestra pro sua clementia non gravetur suum mandatum moderari et curare examinare in partibus causam meam. Non hic desunt praelati et viri boni, quibus illa poterit confidere, certo mihi promittens, quod diverter magnam tempestatem Ecclesiae incumbentem et quod assequetur suum intentum cognoscatque me semper professum fuisse veram obedientiam Sedi apostolicae et in casu praesenti, consideratis circumstantiis, me quidem minime voluisse contra illam peccare, sed iudicium a me datum Suae Maiestati a me extortum fuisse, et sine scitu, consensu aut assensu typis publicatum, [et] non alio fine scriptum, quam ad sedandum turbas, cum magno scandalo, a nimio fervore inter universitatis Lovaniensis doctores et religiosos Societatis Iesu super validitate et legalitate bullae Urbani, pia memoriae, ortas, interim quo Sanctitas Vestra desuper audiretur et dubium determinaret. Si tamen aliquid in illo irrepserit quod Sanctitati Ves-

nuntius de illis se sit informaturus et pro) ^{a)} sua prudentia divertet hanc tempestatem. Supplicans quam potest humillime quatenus pro pace publica dignetur Sanctitas Sua se curare informari (super omnibus per aliquem fidum ministrum) ^{b)} in partibus iuxta indulta apostolica et immemorable privilegia harum provinciarum (Quod si hoc modo Sanctitati Suae satisfactum non fuerit, offert, prima alia intimatione ei facta, talem de se satisfactionem dare quam eadem Sanctitas Sua posset ab obedientissimo filio expectare) ^{c)}.

Ita est. *Signé Antonius, Episcopus Gandavensis* ».

^{a)} Passage corrigé en : *sibi promittit quod Ill^{mus} D. Internuntius pro.*

^{b)} Item : *per iudices delegandos in illum finem.*

^{c)} *quo medio confidit eandem Suam Sanctitatem habituram veram, satisfactionem.*

trae offendit, supplicavi per binas litteras, quas illi praesumpsi scribere, id mihi condonari, prout per praesentes iterum obnixè rogo ut Sanctitas Vestra me in suam paternam gratiam restituat, pro gratia veniae rogans omnipotentem Deum, ut Sanctitas Vestra post in hoc saeculo longevam vitam, aeternam illi retribuatur »¹¹³).

Il est à croire que cette lettre pas plus que l'autre, n'ait été acceptée par Mangelli. Créature d'Albizzi, désireux de faire merveille au début de sa nouvelle carrière, cet homme ne prête aucune attention aux remarques et aux prières des deux plus anciens évêques belges, qui, par une expérience de plus de 30 ans connaissent les frictions déjà vieilles entre l'Eglise et l'Etat. Le 4 août il exprime à l'archiduc ses plaintes sur la mauvaise volonté des évêques :

« Per sodisfare al debito del mio ministero e per non tralasciare occasione alcuna di riverire Vostra Altezza Serenissima e farle palese con quegli atti che mi sono permessi, la mia humilissima divotione, vengo hora a darle parte, co la dovuta riverenza et ossequio, della gratia fatta dalla paterna benignità di Nostro Signore a Monsignore Arcivescovo di Malines e Monsignore Vescovo di Gante, compatendo alla loro grave età, con dispensarli dall'obbligo di comparire personalmente a Roma, dove erano chiamati e di poter essere uditi per mezzo de procuratori, in conformità delle reiterate istanze e suppliche fatte sopra di ciò a Sua Beatitudine. Ho fatto sapere alli sudetti prelati questa benigna resolutione di Sua Santità in conformità degli ordini sopra di ciò da me ricevuti, pensando di recarle una nuova di molto loro gusto et consolatione et di havere a riferire a Nostro Signore una piena espressione della loro gratitudine e prontezza in deputare il procuratore nella corte di Roma, acciò che quanto prima s'imponesse fine a questo affare, dando occasione a Sua Beatitudine di essercitare il suo paterno e cortese affetto verso di loro, come sin hora hanno di già cominciato ad experimentare.

Ma confesso ingenuamente a Vostra Altezza Serenissima che la risposta fattami da questi prelati non è stata punto conforme alla mia speranza et a' miei desiderij, specialmente subordinati al loro servizio ; poi che, con dilatione, perplessità et ambigue ponderationi, mostrano di rifiutare la gratia fattali da Nostro Signore e per laquale in nome loro è stato più volte supplicata la Santità Sua, come restarà servita V. A. di vedere dalle copie delle risposte che vanno annesse a questa mia.

Non lascerà Nostro Signore di sentire con molto dispiacere di animo questa corrispondenza non aspettata e non dovuta alla paterna sua dilectione et al desiderio che mostra di secondare il gusto di V. A. S. e di questi Stati et a tutti quelli che desirano cooperare

¹¹³) Mus. Bell. D 2, n° 14, fol. 34. Il s'agit d'une minute autographe.

per il buon servizio di questo affare, in sodisfattione dei sensi di V. A. S. et in servizio dei medesimi Monsignore Arcivescovo di Malines e Monsignore Vescovo di Gante. Si togliera il modo di poterlo fare, il che a me più che ad'ogni altro sarà di sommo disgusto per non essere io pareggiato da veruno nel desiderio di servire a V. A. S. e di procurare ogni buona intelligenza, tranquillità e sodisfattione di questi stati con la Santa Sede apostolica.

Per tanto supplico humilmente V. A. S. a voler restar servita d'interporre la sua autorità con li sudetti prelati acciò che non le dispiaccia di essequire et accettare ciò che gli è piaciuto di supplicare e chiedere per gratia, deputando senza dimora procuratore in Roma conforme le viene prescritto nella gratiosa dispensatione fattale da Nostro Signore dall'obbligo di comparire personalmente in detta città.

Io veramente in ordine a ciò ho fatto tutte le diligenze che mi sono state possibili, ma non sono state di profitto, come desideravo, alli sovrani comandamenti di V. A. ; pare che ciò resti reservato acciò che ogni giorno appariscano maggiori le demonstrationi della sua generosa et heroica pietà e protectione negli affari toccante alla Sede apostolica per il che tornando a reiterare le mie riverentissime preghiere... » ¹¹⁴).

Dans cette lettre Mangelli se montre de très courte mémoire. Il oublie même le très récent passé. Il ne pense pas aux édits, circulaires, cassations à révoquer. Il ne se rappelle plus aucune des expressions fortes dont usait le bref à l'égard de l'archiduc. Fixant son attention sur les deux évêques seuls, il affirme des choses qui prouvent combien son esprit était borné. Les évêques auraient itérativement supplié de pouvoir comparaître par procureur. Ayant obtenu cette grâce d'un pape miséricordieux, eux, ingrats, ils la refusent non parce que, ministres, ils sont plus liés que les autres par les privilèges nationaux (Mangelli semble en ignorer l'existence), mais tout simplement par ce qu'ils sont de mauvaise volonté.

Cette lettre va avoir un long chemin à parcourir. Elle atteint l'archiduc à Valenciennes, où il se trouvait avec l'armée, passe aux mains de Hovines qui s'y trouve aussi, est renvoyée au Conseil privé à Bruxelles, et enfin communiquée à l'archevêque et à Triest.

Le premier à donner son avis, fut Hovines, le 7 août, à Valenciennes :

« Multa possem in medium adferre quibus indubitatum fieret, nec rationem regiminis politici, nec tranquillitatem publicam, neque

¹¹⁴) Mus. Bell., D 2, n° 21, fol. 57; copie.

privilegia harum provinciarum aut usum immemoriam, qui privilegio aequipollet, pati ut quis subditus extra fines ditionum Romam in ius trahatur, ibi causam suam instructurus et iudicium expectaturus, sed cum neque tempus neque locus nunc id moneat, solum dicam quid super litteris internuntii et querela iis exposita, in tempore et pro rei praesenti statu, agi expediret.

Videtur itaque mihi, delegandum esse a Celsitudine Vestra Serenissima consiliarium Bereur qui ex instructione Concilii privati tractet cum internuntio et illi exponat quam directe ille modus procedendi privilegiis, regimini politico et tranquillitati publicae harum provinciarum adversetur; non esse proinde in Celsitudinis Vestrae Serenissimae potestate illam novitatem admittere, saltem inconsulto rege. et inauditis Statibus provinciarum, quae iam nunc privilegia sua et libertates, usu immemoriam subnixas, laedi et infringi conqueruntur, imo ipsa Consilia provincialia adiverunt ut illi novitati per litteras rescissorias seu cassatorias, quas vocant, prospiciatur, quas Consilia sine dubio et citra moram, secundum usum antiquum et pro more suo, decernent, unde exortas iri offensas publicas, maximo et auctoritatis Sanctae Sedis et ipsius religionis damno.

Quod ut evitetur, Celsitudo Vestra Serenissima [posset] proponere, ut quae sint illius difficultatis utrimque fundamenta, amice examinentur inter delegatos a Consilio privato et internuntio; documenta, tituli, aliaeque acta super ea reproducantur, quibus visis et ex eo, quod ex illa amica communicatione emerget, possitque per internuntium ad Summum Pontificem et per Celsitudinem Vestram Serenissimam ad Regem referri, qui inter se transigant aut de aliqua media via conveniant.

Interim, et dum id fiat, lis instruatur in hisce provinciis coram iis quos placuerit Suae Sanctitati delegare, sine praeiudicio auctoritatis et iurium tum Sanctae Sedis, tum regis et provinciarum, manenteque integra et indecisa controversia, an lis, sic instructa, erit postmodum Romam mittenda et ibi diiudicanda, an vero iudicio delegatorum in hisce ditionibus committenda.

Quod provisionale temperamentum eo magis amplectendum esse videtur, quod reipsa pene impossibile est litem illam Romae instrui, etiam si privilegia non repugnarent, utpote cum testes ac testimonia aliaeque producenda hic praesto sint, nec queant Romam mitti.

Tamen cum haec res adeo sit gravis, nihil censeo a Celsitudine Vestra Serenissima statuendum inauditis episcopis et Concilio, et maxime consiliario Bereur, cum quo dicit internuntius se saepe egisse et qui tamen ad Celsitudinem Vestram Serenissimam hactenus nihil retulit. Posset itaque Celsitudo Vestra Serenissima litteras internuntii ad Concilium mittere, ut consultet, proposito tamen supradicto temperamento, et data facultate illud sequendi et exequendi, si congruum et absque ullo inconvenienti esse videatur » ¹¹⁵⁾.

¹¹⁵⁾ Oudbisschoppelijke Clerezie, 1037.

Que sont devenus la « passion » de Hovines et son réganisme ? Comme Albizzi, il oublie, diplomatiquement, les protestations à révoquer, le bref à annuler. Il prêche l'accommodement, même au prix de grands sacrifices. S'il le faut, il est prêt à immoler les évêques, ses victimes, même à violer des privilèges nationaux bien établis et naguère encore si fermement soutenus, pourvu que le souverain en décide ainsi. De puis quand le roi est-il en droit de dispenser du respect des privilèges ? N'a-t-il pas juré, ainsi que tous ses ministres, de les garder intacts ? Peu importe, Hovines saisit cordialement la main qui lui est tendue.

Sur la lettre de l'internonce et l'avis de Hovines, le Conseil privé se prononce le 23 août :

« En conformité de l'ordre de Votre Altesse Sérénissime du 8 de ce mois, nous avons fait communiquer par copie aux archevêque de Malines et évêque de Gand la lettre qu'il a plue à icelle nous écrire avec celle de l'internonce Mangelli, afin de nous mieux informer de ce que jusques ores s'est passé en leur regard touchant l'ajournement en Cour de Rome et de nous subministrer au plutôt tout ce qu'ils trouveraient nécessaire à l'éclaircissement de cette matière pour ce fait, et le tout mis en mure délibération avec l'avis du conseiller Hovines, réserver Votre Altesse du nôtre.

Cependant nous ne pouvons omettre de représenter à Votre Altesse Sérénissime (sous très humble respect) qu'il serait fort souhaitable, selon notre avis, que cette affaire se pourrait assoupir à moindre éclat pour le bien de ce pays et le repos public, et qu'à cet effet, si Votre Altesse le trouverait aussi convenir, l'on pourrait faire entendre audit internonce, soit par visite ou discours particuliers, pour éviter la formalité de conférence avec ledit internonce, qui apporterait peut-être autant de difficulté que l'affaire principale que pour le maintien de l'autorité du Saint-Siège et les privilèges de ce pays, qu'il fût pensé à quelque expédient pour moyenner cette difficulté et que comme les devoirs ci-devant mentionnés requièrent traite de temps et afin que durant cette poursuite Sa Sainteté ne procède aux censures comminées par son dernier décret insinué audit archevêque et évêque au mois passé, il procure que l'effet d'icelui soit tenu en état et surséance du moins pour un terme raisonnable de huit à dix mois et jusqu'à ce que Sa Majesté en soit avertie et que Votre Altesse aura sur ce reçu sa royale résolution et volonté et pour mieux parvenir, que Votre Altesse pourrait être conseillée de faire savoir audit internonce qu'elle aura pour agréable qu'il écrive lettre à Sa Sainteté aux fins que dessus.

Sur quoi attendrons l'ordre de Votredite Altesse et comme l'on reconnaît par l'avis du Conseiller Hovines rendu sur la lettre dudit internonce que le Conseiller Bereur aurait diverses fois traité avec

lui sur ce sujet, nous avons bien voulu en avertir Votre Altesse que ledit conseiller Bereur nous a à chaque fois fait rapport de ce que ledit internonce lui aurait proposé, comme le même internonce avait aussi fait aux autres conseillers en leur donnant la visite et ne s'ayant offert aucune chose de considération, nous n'avons pas jugé nécessaire d'en donner part et d'empêcher Votre Altesse. L'avertissant cependant que par le dernier courrier ont été envoyés à Sa Majesté les lettres avec les titres, muniments et consultes y servant, concernant la publication du placard touchant la bulle sur le fait de l'évêque Jansénus, nous remettant néanmoins au bien plaisir de Votre Altesse Sérénissime » ¹¹⁶).

Le Conseil privé fait donc sienne l'opinion de Hovines. Par apostille, Léopold-Guillaume l'accepte également :

« Sarà bene que quanto prima il consiliario Breurer [1] per modo di visita parlasse in questa materia col internuntio per veder si se potrà trovar alcun temperamento ; ma scriver a Sua Santità in questa materia non giudico per adesso esser conveniente » ¹¹⁷).

Sachant sa propre cause et celle de ses ministres oubliées à Rome. Léopold-Guillaume désire, à l'égal de ces derniers, la laisser dans l'oubli. Il ne pense plus au fameux bref dont il a exigé la révocation. Il pardonne à l'internonce de l'avoir publié à la manière d'un pamphlet. Antijanséniste, il est content de laisser les deux évêques jansénistes seuls dans l'embarras, dont lui et ses ministres croient pouvoir se tirer.

Rien d'étonnant donc, que les évêques soient sur le qui-vive. Quand le même jour, le 23 août ¹¹⁸), on demande à Boonen et à Triest de donner leur avis sur la lettre de l'internonce et sur tout ce qui concernait l'affaire, ils savaient certainement déjà que Hovines voulut soumettre à la décision du roi la dispense sur les privilèges en vue d'un accommodement. Aussi ils avaient pressenti qu'une nouvelle fois, comme dans l'affaire des Brigittines ¹¹⁹), le gouvernement allait les abandonner après les avoir obligés à entrer en conflit avec Rome. Ils essaient donc de fortifier leur position derrière les privilèges :

¹¹⁶) *Ibid.*, Bruxelles, Bibliothèque royale, ms. 16518, fol. 68.

¹¹⁷) *Ibid.*

¹¹⁸) Mus. Bell., D 2, n° 29.

¹¹⁹) Dans cette affaire le gouvernement ne donnait aucun appui efficace à Rome.

« Avons fait dresser la sommaire déduction (... ci-jointe) avec les muniments nécessaires pour vérifier les faits principaux vous priant de voir et mûrement peser le tout et combien il importe au public que ne soit toléré la moindre infraction des privilèges... de ces pays, par un si long temps inviolablement observés à la vue de tout le monde »... ¹²⁰⁾.

Les documents qu'ils transmettent concernent le cas de l'abbé prémontré du Parc ¹²¹⁾. Dans leur pensée, ils doivent servir moins à obtenir de l'internonce l'accommodement provisionnel, qu'à influencer favorablement la décision finale du roi. Les privilèges, sur lesquels ils ont prêté serment, sont imprescriptibles même de la part du roi, qui lui aussi les a jurés.

Mais un coup grave à la situation des évêques fut porté le 19 août par le Grand Conseil de Malines. Echappant à l'empire du Conseil privé, il se justifie devant l'archiduc de ne pas avoir donné suite aux requêtes des fiscaux :

1. La bulle de Léon X (du 5 juillet 1515) qu'invoquent les fiscaux en faveur des évêques s'applique seulement aux citations faites en vertu de bulles apostoliques à la demande de personnes privées. Or, la citation présente n'est pas de ce genre ; elle émane du pape, *motu proprio*, domaine où le pouvoir du pape reste absolu.

2. Les privilèges accordés doivent être restreints aux causes auxquelles ils sont applicables, c'est-à-dire à celles qui peuvent être tranchées ailleurs qu'à Rome. Le cas présent, puisqu'il concerne des évêques, ne peut, d'après le Concile de Trente, l'être qu'à Rome.

3. Pour casser la citation des évêques, il faudrait ajourner le pape lui-même, mais chef suprême de l'Eglise universelle, ne relève d'aucun tribunal.

4. Cette affaire, étant politique et non judiciaire, ne relève pas de la compétence des magistrats, mais de celle du Conseil d'Etat ¹²²⁾.

Comme on le voit, le Grand Conseil souscrit aux raisonnements qui, sans aucun doute, lui ont été fournis par l'internonce. Nous verrons plus loin que le surintendant de la justice militaire, dans ses lettres privées à ses amis de Madrid, défend des théories semblables. Combien elles étaient éloignées de celles qu'embrassaient la plupart des conseillers !

¹²⁰⁾ Mus. Bell., D 2, n° 28.

¹²¹⁾ Voir ces douze documents dans Mus. Bell., D 2, n° 44.

¹²²⁾ LEFÈVRE, 221.

Le 26 août, Hovines eut une entrevue avec l'internonce, qui se montra intraitable sur tout accommodement en faveur des évêques ¹²³). Mais aussitôt après, le Conseil de Brabant fit, de son côté, apparaître toute son intransigeance. Le 29, le procureur général remit au Conseil cette requête :

« Remontre le conseiller et procureur général de Brabant, qu'encore que le privilège *de non evocando extra patriam* et l'inviolable observance d'icelui soit si notoire qu'il n'en fait besoin de preuve, il est néanmoins venu à sa connaissance que l'III^{me} Seigneur Internonce aurait par son secrétaire fait intimer à l'III^{me} et R^{me} archevêque de Malines un décret de la Cour de Rome par lequel Sa Sainteté l'aurait dispensé de sa comparition personnelle audit Rome pour se purger de quelques dénonciations faites au S. Siège pourvu qu'il y comparusse par procureur, à quoi ledit Seigneur Archevêque semble aussi se vouloir conformer pour son inclination de se montrer en tout et partout très obéissant au S. Siège, mais d'autant que ledit privilège serait par cette voie par trop choqué, voire tout à fait violé et réduit à néant, d'autant qu'un tel exemple en la personne du primat de ces provinces serait tout aussitôt tiré en conséquence au regard d'autres de moindre condition, le remontrant a cru être de son devoir d'en informer la Cour, ensemble aussi la faire resouvenir que ledit internonce a aussi usurpé sur les privilèges du pays exerçant actes iurisdictionaux sans avoir fait voir sa commission à ce Conseil et y obtenu lettres de placet, et à cette considération et aussi des mandements exprès de Sa Majesté de ne laisser perdre un seul point des privilèges et exemptions contre la juridiction de la Cour de Rome, le remontrant requiert y être pourvu de remède convenable. Quoi faisant » ¹²⁴).

Accueillant cette requête, le Conseil interdit, le même jour, à l'archevêque, sous menace de saisie de ses biens, de comparaître par procureur :

La requête ci-jointe nous ayant été présentée par notre cher et féal conseiller et procureur général de Brabant, nous vous la renvoyons afin qu'informiez pleinement nos très chers et féaux les chancelier et gens de notre conseil de Brabant de ce qu'est des plaintes y contenues et cependant et jusque par nous autrement soit ordonné, vous défendons et interdisons bien expressément de comparaître en Cour de Rome soit personnellement ou par procureur à l'effet repris par ladite requête à peine de notre indignation, de saisissement de votre temporel et autres démonstrations rigoureuses selon l'impor-

¹²³) Voir plus bas la lettre de l'internonce en date du 31 août.

¹²⁴) Malines, Archevêché, De baianismo, n° 53.

tance de la matière de nos intérêts et ceux de nos sujets. Et à tant » ¹²⁵).

En présence de cet obstacle, Boonen se rendit, le 31, chez l'internonce, qu'il trouva occupé à raconter au cardinal secrétaire son entretien avec Hovines :

« Con occasione della partenza dal Signor Arciduca da Valentiana per incaminarsi verso Dunckercka, il Signor Consigliero Ovines, la sera della dominica passata, 25 del corrente, arrivò in questa città et io fui il lunedì a baciarle le mani e parlarle sopra il negotio della comparitione di questi prelati di Malines et di Gante per mezzo di procuratore in Roma. Egli, in sostanza, mi disse che dovendosi fare le prove e giustificazioni necessarie qua *in partibus*, per consistere la maggior difesa delli prelati in cose di fatto, pareva che le humilissime istanze di questi stati meritassero che Nostro Signore delegasse qua giudice per instruire la detta causa e formare il processo, con che si dovesse poi fare reatione di tutto a Sua Santità e che non ci essendo esempio che alcun suddito di queste provincie fosse mai stato chiamata a Roma per causa alcuna, seguirebbe con grande dispiacere di animo di tutto Brabante e Fiandra vedere farsi novità non più vista, in pregiudizio di tanti privilegi et usi antichissimi in che si fondano, di maniera che, riducendosi la materia quasi a questione di nome e non si mettendo in dubbio la suprema et assoluta autorità del Sommo Pontefice in conoscere delle cause di fede, quanto al luogo solamente, si supplicava Sua Beatitudine a voler condescendere alle humilissime preghiere di questi stati ; che queste erano le ragioni che sele offerivano in risposta della mia lettera.

Io replicai che quando per la deputatione dei procuratori da farsi dalli prelati sarà introdotto il iuditio in Roma, come comanda Nostro Signore, all' hora per la instruttione del processo e per fare le prove che siano rilevanti se delegarà giudice *in partibus*, che le possa fare, dispacciandosi le lettere remissoriali quando siano necessarie. Che havendo il Vicario di Christo l' assistenza del *Ius* divino et humano per cognoscere delle cause di fede in tutte le parti del mondo, il restringere e limitare la sua autorità rispetto di certo luogo risulta in evidente lesione delle ragioni pontificie e che la medesima ragione è di una parte ad una parte, che del tutto al tutto ; doversi il privilegio et uso, come cosa di fatto, provare da chi lo allega, e perciò non potersi la materia chiamare questione di nome, il che quando anche si potesse dire, era tanto più giusto, in una questione di nome, secondare il gusto e comandamento di Nostro Signore, quando ha cominciatio a fare gratie cosi rilevanti alli sudetti prelati, con dispensargli dall' obbligo di comparire personalmente in Roma. Alli quali fondamenti tuttavia non si acquietando il Signor Ovines, repetendo le medesime ragioni di prima, restò il negotio in questo

¹²⁵) *Ibid.*, n° 52.

stato ; mi disse che le pareva che il Signor Arciduca risponderrebbe alle mie istanze e ch'egli doveva partire il giorno seguente, come successe.

Mentre che stavo scrivendo la presente, è venuto a trovarmi Mons. Arcivescovo di Malines, il quale prima mi ha fatto scusa se li giorni passati, quando le feci insinuare la gratia fattali da Nostro Signore di non dovere comparire personalmente in Roma e giuntamente il commandamento che dovesse deputare dentro di due mesi procuratore nella curia Romana per espurgarsi delle cose contenute nei suoi scritti, non fu egli medesimo in persona a trattare meco di questa materia, perchè fu impedito dalle sue continue infirmità di flussione di catarro, che l'obbliga molte volte a dormire in una sedia e non altrimenti in letto, e di dolori nefritici per i quali ultimamente ha gettato alcuni calcoli e materie arenose. Doppoi mi ha rappresentato l'angustie di anima nelle quali si trova, atteso che due giorni fa il fiscale del Consiglio di Brabante, in nome di Sua Maestà Cattolica fu a notificarle un decreto nel quale se le proibisce espressamente il deputare procuratore in Roma, per essere contro li privilegi et usi di queste provincie, sotto pena della privatione di tutti le beni temporali et altre più rigorose dimostrazioni in caso di contraventione, e mi ha letto il medesimo decreto e la petitione antecedente del fiscale fatta nel Consiglio di Brabante, sopra la quale è caduto il detto decreto, aggiungendo que quando non vi sia altro rimedio egli è prontissimo a rinunciare l'arcivescovato ; ma sperare dell'affetto paterno di Nostro Signore che habbia da compatire a queste sue afflittioni, e conformarsi colle risoluzioni di altri Sommi Pontefici, che quando sono stati informati dei privilegi di questi stati, hanno sopraseduto in compellere sudditi di essi a formare giuditio anco per mezzo di procuratori in Roma, allegando l'esempio di Sisto IV coll'abbate di Parck nell'anno 1477 e di Clemente VII l'anno 1534 con l'arcivescovo di Palermo ¹²⁶⁾ e simili privilegi essere tanto notorii che l'archidiacono Stravio, già internuntio, havendo con sue lettere dei 23 di Giugno 1640 scritto costì ¹²⁷⁾, che in virtù dei medesimi privilegi non si poteva conoscere dal tribunale della Rota una causa fra Mons. Vescovo di Gante e le monache Brigittine ¹²⁸⁾, fu avvocato dal sudetto tribunale e delegata *in partibus*, massime che la causa per la quale viene citato esso Mons. Arcivescovo, dice che non è causa di fede, ma solo sopra la qualità di alcune sue assertioni, che si pretendono pregiudiziali alla

¹²⁶⁾ Il s'agit de Jean Carandolet, chef du Conseil privé, qui était en même temps archevêque de Palerme (1519-1544); cf. Biographie nationale, III, 348-350; Eubel, III, 269.

¹²⁷⁾ Cette lettre est reproduite dans STOCKMANS, *Jus Belgarum*, chap. II, n° 14); cf. BRULEZ, 442.

¹²⁸⁾ Dans une étude sur *Triest et les rigueurs romaines* (Bulletin de l'Institut historique belge de Rome, 31 <1958> 207-280) nous avons traité ce cas étrange.

giurisdittione ecclesiastica et autorità della Sede apostolica, e che non presume che possa essere mente di Nostro Signore che egli debba essere pergiuro, contraveniendo alli privilegi da esso Mons. Arcivescovo giurati, ma più tosto che habbia da delegar questa causa, inerendo à ciò che altri predecessori di Sua Santità, per consiglio di S. Bernardo e di altri Santi Padri, sono stato soliti di fare, e concluse il suo discorso con pregarmi che volessi far passare alla notizia di Sua Beatitudine quest'agonia di animo, nella quale si trova in questi ultimi periodi della sua vita, e le sue humilissime suppliche per esserne liberato dalla paterna dilettectione di Nostro Signore.

Io le ho risposto brevemente, che se quando io le feci insinuare la gratia fattale da Sua Santità, che già è passato un mese, havesse deputato il procuratore in Roma, le inhibitioni e decreti del Consiglio di Brabante non le sarebbero adesso di alcun impedimento, come ne meno le devono essere, si perchè la divina potestà del vicario di Christo et essequutione dei suoi mandati non può dipendere ne essere impedita da potestà secolare, si anco perchè, secondo le conclusioni legali, mille volte canonizzate dal tribunale della Ruota, li ricorsi ai tribunali secolari et impedimenti che da quelli derivano, si presumono procurati et affettati dalle parti, priccipalmente interessate nel negozio, e perciò non suffragano. Non essere gli esempi allegati in tempo di Sisto IV e di Clemente VII proportionati al caso presente, nel quale non si può negare che la causa principale è sopra materia dogmatica di fede, e perciò ogni altro incidente et emergente, come questo della comparitione di Mons. Arcivescovo in Roma ad espurgarsi, reputarsi della medesima natura e qualità della causa principale, oltre molte altre eccettioni che si possono allegare contro li sudetti esempi; li privilegi et usi proposti doversi esibire e provare come cosa di fatto e di materia odiosa; ne bastare in ciò l'assertione dell'archidiacono Stravio, purchè si dicano notorii; essere il giuramento più forte e più efficace quello dell'obbedienza al Summo Pontifice, al quale spetta il giudicare quando convenga delegare le cause *in partibus* come lo giudicarono il suoi antecessori, secondo le circostanze dei casi proposti dai Dottori della Chiesa, che per essere materia facultativa e volontaria non impone alcuna necessità ai successori; concludendo che stava in mano di esso Mons. Arcivescovo il liberarsi da ogni imbarazzo, deputando il procuratore senza dilatione e confirmando quella fama e riputatione aquisatesi con le sue attioni per longa serie di anni di Grande ossequioso e riverente alla Santa Sede apostolica, e che il procuratore potrebbe poi allegare qualsi voglia ragione o fondamento per sua giustificatione, meglio di me, ma che tuttavia havrei significato a Vostra Eminenza le proposte et risposte fatte et il discorso havuto in questa materia, acciò che ne potesse fare relatione a Sua Santità giudicandolo espediente.

Mi disse Mons. Arcivescovo, che il Signor Archiduca parimento le havesse commandato che informasse Sua Altezza delle ragioni

che aveva per non deputare il procuratore in Roma e di quanto le poteva occorrere sopra di questa materia.

In quanto alla consulta del Consiglio privato fatta al Signor Arciduca, qualcheduno mi dice, che solamente contiene essere conveniente aspettare risposta di Spagna e di Roma sopra le istanze nell'una e nell'altra corte reiterate, che è conforme al quanto il P. Confessore di Sua Altezza accenna nella sua lettera... » ¹²⁹⁾.

Après son entrevue, Boonen comprit bien qu'il aurait tort de compter sur quelque bon service de la part de l'internonce qui ne comprenait rien à la difficulté réelle. Aussi prépara-t-il une nouvelle lettre au pape, la troisième :

« Ad Sanctitatis Vestrae pedes iterum provolvimur duo seniores totius Belgicae [ecclesiae] praelati, archiepiscopus Mechliniensis et episcopus Gandensis annis decrepiti, morbis et laboribus in exercendo per 35 annos muneri episcopali exhausti, summas acturas gratias Sanctitati Vestrae quod benignis dignata fuerit oculis legere humillimas nostras litteras 2^a Martii currentis anni hinc datas perque Eminentissimum Cardinalem Trivulzi, regis catholici pro tempore legatum nostro nomine Sanctitati Vestrae oblatas et in eis admittere excusationem nostram submisissime scriptam ad expurgandam nos de crimine contumaciae ac rebellionis nobis ex relationibus non veris occasione decreti Congregationis Sancti Officii sub datam Romae 18 Novembris 1651 imparto, quodque Sanctitas Vestra animo benigniore, vere paterno atque apostolico nos ab onere personaliter comparendi in Urbe excusatos habuerit, prout doctor Andreas Mangellus, Sanctitatis Vestrae nunc in his partibus minister et internuntius, nobis non ita pridem insinuavit, sub novo tamen onere constituendi in Urbe procuratorem intra duos menses ab illa insinuatione computandos et comminatione earumdem censurarum et sic Sanctitas Tua nos adhuc modo tractat tamquam rebelles et contumaces, sed ignoscat, si non possumus nobis persuadere hoc manare a tam bono patre in tam humiles filios, cum ista rebellio et contumacia nobis non possit imputari vigore prioris decreti de 11 Maii 1651 quo nullus nostrum nominatim evocatur, neque etiam ad se expurgandum comparere poterat ob notorias infirmitates et decrepitum senium, non etiam contumaces vel rebelles praesupponi potuimus citationalibus decretis 18 Novembris dicti anni 1651 tum propter supramemorata impedimenta, tum quia per humillimas nostras litteras datas 22 Augusti praecedentis cum omnimoda erga Sanctitatem Vestram submissione speravimus ei satisfactum iri prout etiam confidebat Serenissimus Archidux Leopoldus per litteras suas isti fini simul cum nostris Beatitudini Vestrae redditas, quae etsi propter mutationem legatorum regionum non ante Martium sequentem traditae fuerint, in nobis in

¹²⁹⁾ NF, 36, 246-249v.

culpam contumaciae aut rebellionis imputari nullo modo potest, adeo ut nec in hoc ultimo decreto nobis insinuato finiente Julio potuerimus haberi pro contumacibus et rebellibus neque ut talibus fieri comminatio censurarum. Primum autem istud benevolentiae apostolicae specimen et argumentum fiduciam nobis inicit quod non difficile abstergemus alterius delicti suspicionem nobis immerito inustam, quasi aliqua auctoritati Sanctae Sedis praeiudicialia scripserimus, si Sanctitas Vestra pro innata sibi propensione in ordinis episcopalis viros serio dignetur perpendere ea quae dictus Serenissimus Archidux Leopodus suis nosque binis aliis litteris circa rem illam ad Sanctitatem Vestram iam pridem scriptis filiali submissione et verissima relatione significavimus quae denuo per hasce repetimus et coram Deo vera esse obtestamur, nos ne ad unum quidem diem animo in Sedem apostolicam contumaci publicationem bullae incipientis *In eminenti* distulisse, sed videntes turbatissimum ecclesiae Belgicae statum virosque alias doctos et pios fluctuare tum de veritate dictae bullae tum de praeiudicio quod per illius publicationem fieri posse credebant doctrina Sancti Augustini multasque alias rerum circumstantias serio considerantes optima fide atque animis sincerissime affectis tum in Sedem apostolicam tum in quietis publicae multum periclitantis conservationem tum censuisse quod ante publicationem expediret Sanctitatem Vestram de imminentibus malis per regiam maiestatem prius efficaciter instrui, neque persuadere nobis possumus Sanctitatem Vestram ea propter nobis offensam esse posse, cum sciamus per sacros canones licere aut mandatum apostolicum reverenter adimplere aut per litteras quare adimplere non possit rationabilem causam sine cuiuspiam indignatione praetendere; declaramus praeterea libellos istos *Rationum* a Sacra Congregatione Sancti Officii prohibitos neque de consensu, neque de scitu nostro impressos aut divulgatos fuisse, imo vero quamprimum id ad aures nostras pervenerit querelas per nos fuisse depositas apud graves aliquot regis ministros, quorum praecipuus, praeses scilicet Concilii Arcani, modo abest in Hispaniis et plerique alii ad meliorem vitam transierunt et quidquam a nobis tum in rescriptione nostra ad regem de illius mandato missa, tum in programmatibus publicationum nostrarum aut aliter unquam diximus non alia mente a nobis dictum fuisse quam ut prae foribus existentes perturbationes tutius excluderentur, ipsius Sanctae Sedis auctoritas in causis fidei apud subditos nostros, haereticis undique cinctos atque immixtos illaesa persisteret, et animarum saluti ac bono publico commode prospiceretur; si tamen in iis aut circa ea aliquid a nobis humanitus exciderit minus prudenter dictum aut scriptum, totum id denuo pro non dicto et non scripto nos habere sancte profiteamur et ab aliis omnibus haberi rogamus paratissimi hanc animi nostri professionem et sincerissimam declarationem etiam iureiurando solemniter confirmari coram praefato internuntio si Sanctitati Vestrae ita visum fuerit, ut eo certissimo sibi persuadeat haec a nobis tamquam sibi male

consciis non proficisci sed solum a filiali affectu in Sanctam Sedem et in communem ecclesiae Belgicae tranquillitatem propensissimo, quo enixissime etiam deprecamur constitutionem procuratoris in Urbe nobis iniunctam similiter gratiose remitti, ne patriae Ordines, Concilia regia atque subditi ex nunc vehementissime perturbati et certo certius credentes per eam privilegia sua atque avitos mores (quorum si quae alia natio sub coelo tenacissimi sunt Belgae) conculcari ne, inquam, occasione hinc sumpta nobis invitis et impedire non volentibus inquietudines forte excitent Ecclesiae Dei luctuosas neque ambigimus quin Sanctitas Vestra pro singulari sua et summa prudentia si coram esset ignem hunc adhuc sub cineribus quasi delitescentem ita suffocaret atque exstingueret. Confidimus denique quod haec nostra submissio Sanctitatis Vestrae adversum indignationem integre pacabit, sin minus humillime rogamus ut non dedignetur eidem inter-nuntio suo vel alteri bene viso praescribere qua forma eam fieri desideret, cumque tanta sit nostra erga Beatitudinem Vestram devotio et submissio ipsique lubenti animo velimus omnem eiusmodi satisfactionem illi exhibere quae moraliter fieri poterit, opera procuratoris sub humili correctione opus esse non videtur, malentes eo modo etiam cum gravi nostro incommodo redimere atque praevenire turbationes quas aliter ex iudiciali strepitu Romae instituendo orituras non temere praesumimus. Ita rogamus denuo provoluti ad Sanctitatis Vestrae pedes, quam Deus Ecclesiae suae bono et publicae tranquillitati diutissime servet incolumem » ¹³⁰).

Les deux évêques, à leur tour, se montrent diplomates. De nouveau ils soutiennent leur bonne foi, justifient leur conduite, et surtout montrent comment leurs lettres précédentes, si elles avaient été remises à temps, auraient dû régler leur affaire. Ils évitent de mentionner expressément le privilège *de non evocando*, mais insistent sur les conséquences politiques d'une comparution à Rome. Ils veulent croire que leur profonde soumission rendra inutile la nomination de procureurs.

Au contraire, dans la lettre collective que Boonen adresse au Cardinal Trivulzio, il insiste plus que jamais sur le privilège *de non evocando*, pour expliquer comment il est pris entre l'enclume et le marteau. S'exagérant le pouvoir du cardinal, il le prie d'obtenir au moins la nomination d'un juge délégué, qui seule pourra régler la question.

« Quod gravissimas Eminentiae Vestrae curas toties interpellare debeam, mihi quidem perquam verecundum est, verum id non

¹³⁰) Bruxelles, Bibliothèque royale, ms. 16518, 70-71v; Oudbisschoppelijke clerezie, 1037. Cette lettre est sans date.

aegre laturam confido si expendere dignetur non tam meam me causam agere quam ad avertenda imminencia scandala ac pontificiam dignitatem ab iuiuria cuius periculo manifeste exponitur vindicandam sane mihi necessitatem imponi. Pro certo statueram indignationem Sanctissimi Domini Nostri adversus me et episcopum Gandavensem nuper excitatam litteris Serenissimae Suae Celsitudinis nostrisque ac valida Eminentiae Vestrae intercessione penitus abolendam nec praeter profundissimam praefatis litteris nostris Suae Sanctitati exhibitam submissionem et reverentiam aliud quidquam a nobis exigendum. Verum internuntius Mangellus insinuari mihi curavit Beatitudinem Suam nos quidem a sistenda Romae persona nostra excusatos habere, sed velle ut intra binos a dicta insinuatione menses ad agendum purgationis nobis indictae causam procuratorem ibidem constituamus sub iisdem censuris ac poenis, quibus ut nos sisteremus decretum fuerat, quae res in summas me conicit angustias. Sive enim pontificii mandati auctoritas urget ut paream, inde vero a parendo deterret, quod certum sit, ob violata Belgii iura et privilegia ac avitos mores (quorum, si qua gens alia, tenacissimi sunt Belgae) harum provinciarum, ordines ipsosque regiones senatus summo opere conturbandos. Ab omni namque aevo usque hic obtinuit, ne quis, cuiuscumque status vel conditionis, ad causam dicendam extra Belgium, atqui nec Romam, quacumque ratione et auctoritate, etiam apostolica evocetur. Cuius rei inter alia pleraque illustre exemplum est quod cum anno 1477, regnante hic Maximiliano archiduce postea Romanorum imperatore, pluribus edictis Sixti papae IV iisque severissimis ad Romanum tribunal citaretur Theodoricus Tuldenus, abbas Parcensis, totis viribus restitere ordines Brabantiae et ad horum postulata ipse quoque Maximilianus solemniter admonitus iurisiurandi quo Brabantiae duces iura ac privilegia receptasque patriae consuetudines omni ope tuituros se spondere solent, eo eventu ut et pontifex acquieverit causamque commiserit praesuli Ultraiectino et ad hunc vocata Tuldeno nec illud Maximilianus passus sit, sed Ultraiectinum, ubi ab incepto desisteret compulerit iudicemque in ipsa Brabantia dari, more maiorum, voluerit obtinueritque, quem deinde morem Leo X speciali privilegio firmavit, cuius exemplum me nuper Eminentiae Vestrae missae memini. Fuitque deinceps ad haec usque tempora inconvulse servatum tanto studio, ut ad fundamenta reipublicae pertinere existimetur. Unde cum rex Philippus II decrevisset concilium Tridentinum (quatenus mores spectat) in his, quae Belgii legibus, privilegiis moribusque adversarentur, non esse admittendum, regii senatus a Margaretha Parmensi, Belgii gubernatrice colligere ac rescribere iussi quidquid istius modi in unaquaque provincia occurreret, inter alia pleraque expresse retulerunt id, quod Sessione 13 de causis episcoporum Romae tractandis statuitur, iisdem privilegiis ac moribus consentaneum non esse, adeoque non recipiendum. Sed et ego quoque iuribus, privilegiis ac consuetudinibus antedictis observandis solemniter iureiurando obstringor, quod

mihi necessario subeundum fuit, cum ad collegium ordinum Brabantiae admitterer, ut proinde si dicto decreto acquievero periurii nota mihi passim sit aspergenda, quanti vero id scandali quamque pravi res exempli futura sit Eminentiae Vestrae pro sua prudentia aestimandum relinquo, quidque praeterea expectandum ex eo colligi potest, quod, cum duo decreta Sacrae inquisitionis typo expressa ab Abbate Sanctae Anastasiae mihi fuissent insinuata, quorum unum idipsum est quo ego ac episcopus Gandavensis de violata S. Sedis auctoritate nos expurgare primum iussi sumus, illico ne huiusmodi insinuationibus deferrem regia mihi auctoritate interdictum fuit, ac praeterea mandatum ut, quae penes me erant eorum decretorum exempla, fisci procuratori traderem, a quo tamen abstinui, ne orturum inde scandalum foverem, maxime quia simul monebar expedita esse adversus utriusque decreti executionem mandata cassatoria.

Cuiusmodi mandatum etiam in postremum hoc decretum, ut Romae procuratorem constituam paratum esse scio, sed et mihi sub poena regia manus in temporalia mea bona iniciendae vetandum ne paream, ut proinde summopere verendum sit ne si ultra premar et vel maxime si comminatae proferantur censurae pontificia ac regia potestas aperto Marte inter se committantur, quies et pax publica turbetur, animarum salus in manifestum discrimen adducatur, aliaque gravissima eveniant incommoda, ridentibus ac plaudentibus vicinis haereticis, aedeoque pro certo habeo si, ut mihi, Beatitudini Suae ea omnia nota essent et perspecta non aegre ad mitiora consilia inflecti se passurum.

Quae cum ita sint, Eminentiam Vestram quam possum validissime obtestor ut summa qua pollet auctoritate, hisce me curis eximere dignetur ac a paterno Beatitudinis Suae affectu impetrare ut post tot tantosque in vinea Christi labores et vigilas, perpaucos qui mihi supersunt vitae dies, quiete et tranquille peragere liceat, ut si iudicium subeundum sit (quod divina bonitate meaeque conscientiae integritate fretus non recuso) ad evitanda praefata incommoda iudex in hac detur provincia. Faciet Eminentia Vestra indubie rem gratam, Ecclesiae utilem ac ipsi quoque regi indubie acceptam. Ego vero cum pro tantis meritis aliud rependere non possim, Deum optimum maximum quamdiu vita superit assidue precabor ut Eminentiam Vestram longa annorum serie sospitem tueatur et incolumen » ¹³¹⁾.

Cependant, les deux évêques se procurent toujours des documents nouveaux pour les joindre soit à leur lettre au pape, soit au dossier à remettre au Conseil privé et destiné ultimement au roi.

Triest obtient de Stravius, évêque suffragant de Liège une copie

¹³¹⁾ Bruxelles, Bibliothèque royale, ms. 16518, fol. 72-73. Un note porte « Hae litterae missae fuerunt... aliquibus mutatis ».

authentique de cette lettre écrite par lui quand il était internonce en faveur de l'évêque de Gand dans son affaire avec les Brigittines ¹³²⁾. L'ancien internonce y avait affirmé hautement le privilège *de non evocando*. Triest se fait encore donner par le secrétaire du Conseil privé l'attestation qu'autrefois, quand les *Raisons* de l'évêque furent publiées à son insu, ce dernier avait protesté auprès du Conseil ¹³³⁾. De son côté, Boonen se présenta devant le notaire Jean Van Empel, et

« ...Solemniter iuravit et asseruit *Rationes...* nullatenus fuisse impressas aut publicatas de suo consensu aut scitu, sed contra suam voluntatem, seque plane inscio id factum fuisse, seque de tali impressione aut publicatione apud praecipuos aliquot regis ministros fuisse conquestum, quorum ministrorum unus obiit [Nicolas du Fief] alter abest in Hispania [Roose] seque multum improbasse quod ea quae ipse comparens Suae Maiestati, ita iubenti, exposuerat, in Arcano Concilio, fuissent, nescio quorum fraude, ita temere typis divulgata » ¹³⁴⁾.

Mais voici que Bereur se rend chez l'internonce pour y accomplir sa mission d'accommodement. Il est antijanséniste, depuis longtemps en rapports secrets avec la nonciature. C'est de lui que les jésuites et les internonces tiraient leurs nouvelles. Aussi ce parlementaire est-il reçu avec une certaine bienveillance, comme il ressort du compte-rendu que Mangelli envoie à Rome le 14 septembre 1652 :

« Il Signor Bereul [!], che, come consigliere più antico del Consiglio privato, vi fa l'offitio di presidente, è venuto a dirmi per parte del Signor Arciduca, che, sopra le mie istanze fatte per ottenere che li Signori arcivescovo di Malines e vescovo di Gante deputassero procuratore in Roma, in conformità dell'intimatione fatta alli medesimi, per commandamento di Nostro Signore, inteso il parere del Consiglio, ha risoluto di ordinare alli sudetti prelati, che con humilissime preghiere si gettino alli piedi di Sua Santità, implorando la paterna sua misericordia, lasciando da parte ogni altra giustificatione che o per se stessi o per mezzo di procuratore si potesse fare, e promittendo di ubbidire ad ogni commandamento di Sua Beatitudine e procurando di darle tutte le sodisfattioni possibili. Il che essendo fatto sapere alli medesimi prelati, hanno risposto essere prontissimi a ciò eseguire e che già avevano pensato e risoluto di scrivere lettere piene di sommissione e di riverentissimo ossequio

¹³²⁾ Mus. Bell., D 2, fol. 72, 73; cf. note 127.

¹³³⁾ Malines, Archevêché, De baianismo, n° 38.

¹³⁴⁾ *Ibid.*, n° 37.

a Nostro Signore, et havevano rappresentato il medesimo a me, instandomi in oltre che simili lettere volesse io trasmettere nel mio piego.

Mi ha poi soggiunto il medesimo Signor Bereul in nome di Sua Altezza che io vogli parimente supplicare Sua Santità a darsi per servita della vera humiliatione e sommissione di questi prelati ai suoi santissimi piedi et ad ogni suo cenno e come padre amantissimo ricevere l'ossequio di due suoi figli veramente contriti et humiliati, stimando che per questo mezzo si sopirà poi facilmente ogni altra controversia che in questi anni adietro tiene perturbata la pace e tranquillità di questi Stati.

Ho risposto al Signor Bereul che la deputatione di procuratori sarebbe stata la più efficace e più profitevole dimostrazione di ossequio che si potesse fare appresso di Nostro Signore e che dalla generosa pietà di Sua Altezza speravo veramente che mediante la sua autorità si avesse da conseguire ; che tuttavia non lasciarei di rappresentare a Su Beatitudine le istanze fattemi per parte di Sua Altezza.

Il sudetto Signor Bereul mi ha anco affermato, essere certissimo che quando furono impressi e divulgate quelle scritture in nome di Mons. Arcivescovo di Malines e Mons. Vescovo di Gante, questi fece molte doglianze sopra di ciò nel Consiglio privato, instando che si procedesse al dovuto castigo dello stampatore, sopra di che il medesimo Mons. Vescovo di Gante mi ha detto tenere anco testimonio autentico, et haverlo trasmesso al suo agente in Roma.

Le lettere che scrivono Mons. Arcivescovo di Malines e Mons. Vescovo di Gante a Nostro Signore, che avvisai l'ordinario passato a Vostra Eminenza si transmettevano a Roma, intendo che hanno differito a mandarle sino al presente ordinario » ¹³⁵).

On le voit, en congédiant Bereur, Mangelli prend un tout autre ton que quand, quinze jours plus tôt, il fermait la porte sur Hovines. Maintenant, il s'exprime favorablement sur le projet d'accommodement offert par Bereur et l'archiduc. Si Albizzi avait quelque sens politique, il saisirait la main qui lui est réciproquement tendue.

Comme l'internonce le fait savoir, dans le mirage de cette conciliation à l'amiable, l'archiduc se répent de la lettre qu'avec son approbation les deux évêques viennent d'envoyer au pape. Elle contient trop d'excuses ! Rome ne les acceptera pas ! Les prélats doivent reprendre la plume et « se jeter aux pieds du Saint-Père, avec des prières très humbles implorant sa miséricorde », sans essayer de se justifier.

¹³⁵) NF, 36, fol. 265-266v.

Cette nouvelle lettre a été écrite. Elle porte la date du 14 septembre 1652. La voici :

« Quam longe nobis gravissimum fuit atque, in tam affecta aetate, propemodum fatale, post tot retro actos labores pastoralis curae, quam iam anni omnino quinque supra triginta, prope octogenarii, sustinemus, quam, inquam, Beatissime Pater, longe gravissimum ac propemodum fatale fuit, Sanctitatis Tuae deditissimos filios eiusdem paterna gratia excidisse, tam profecto longe accidit iucundissimum gratissimumque, cum ex ultimo posteriori decreto, per Doctorem Mangelli in hisce partibus internuntium intimato, vidimus denuo nobis aperire Beatitudinis Tuae benignissima viscera. Quibus, ut legere excusationes nostras dignata est, ita pro vero paterno in filios suos affectu, gratiose remisit de decreto illo, quo iam eramus, quasi rei, personaliter in Urbem evocati.

Agnoscamus, Sanctissime Pater, proni in terram, atque ad sanctissimos pedes provoluti exosculamur tam paternam in nos Sanctitatis Tuae propensionem et benevolentiam, nec fallet Beatitudinem Tuam, quam coepit meliorem de subditissimis filiis tuis concipere opinionem.

Habet quippe nos Sanctitas Tua ad nutum quodammodo atque in horas ad apostolicos pedes pronos, habet ad quaevis mandata apostolica resignatissimos promptosque. Atque utinam liceret coram Beatitudini Tuae vivacioribus argumentis comprobare, quam nihil umquam utrique nostrum per omnem retroactam aetatem antiquius fuerit potius quam Apostolicae Sedis iussa, non secus ac Divini Numinis oracula venerari et exequi ! Nolumus quidquam amplius in iustificationem nostram scribere, dum in humum strati Beatitudinis Tuae gratiam imploramus. Unum superest reliquum, ut denuo ad apostolicos pedes provolutis liceat obnoxius iterum iterumque Beatitudinem Tuam obtestari ut, (dum promptissimis et obedientissimis filiis etiam statuendo procuratore iam neutiquam opus esse videatur). mandare dignetur Sanctitas Tua, si quam sibi maiorem de subiectione ac religiosa obedientia nostra securitatem fieri desideret. Detur hoc consolationis ab amantissimo Patre subditissimis filiis, ut quam clementissimae Matri Ecclesiae pacem et tranquillitatem, quantumvis retro lapsis iniuriis temporum agitatam, sartam tectamque servavimus sentiamus deinceps uberius Sanctitatis Tuae benedictionibus ac gratis ad gloriam divini nominis cumulari, ita Deus Optimus Maximus Beatitudinem Tuam in bonum universae Ecclesiae plurimis annis servet sospitetque » ¹³⁶).

Cette lettre est d'une telle platitude qu'on a de la peine à croire qu'elle ait été rédigée par Boonen. Puisqu'elle doit remplacer la

¹³⁶) Mus. Bell., D 2, fol. 77-78. Un note porte que cette lettre ne fut pas envoyée. En voir une autre copie à Rome, Collegio S. Isidoro, ms. 2/26, fol. 265-266.

lettre précédente, qui est déjà aux mains de l'ambassadeur Trivulzio, les prélats écrivent aussi une seconde fois à ce dernier :

« Erubescimus toties interpellare Eminentiam Vestram, sed publica, quae nos cogit, necessitas aliquam, ut speramus, merebitur excusationem ; etenim ex felici causae nostrae successu pendet quietis publicae conservatio vel perturbatio, si non sopiatur. Suadent nobis viri gravissimi, ut non immisceamus litteris nostris aliquas ad Sanctissimum Dominum Nostrum iustificationes, cum Doctor Mangellus, eiusdem in his partibus internuntius, hic abunde percipere potuerit quanta incommoda ex causae istius prosecutione toti Ecclesiae Belgicae immineant ; firmiterque credunt viam compendiosam fore ad gratiam, ut conemur a Sanctitate Sua (quae per gratiosam comparationis personalis remissionem scintillam aliquam benevolentiae apostolicae nobis affulgere permisit) summa humilitate, dimissione ac precibus exorare, ut plenissimos paterni affectus sui radios in nos explicare dignetur atque ita constitutionem procuratoris obsequentissimis filiis suis benevole condonare ; quod facimus modo per adiunctas litteras et obnixissime rogamus Eminentiam Vestram ut, si priores nostrae per praecedentem cursorem 7 huius missae necdum redditae fuerunt Sanctissimo Domino Nostro, earum loco tradere non gravetur quas modo mittimus. Si forte contigerit praecedentes traditas esse, non dedignetur equidem et hasce Sanctissimo Domino Nostro offerre ac valido intercessionis suae adiumento plenariam Apostolicae Sedis gratiam et perpetuum huius causae silentium impetrare. Addet E. V. ad cumulum obligationum, quibus illi modis infinitis adstringimur, insigne hoc beneficium, nobis in decrepita aetate periucundum, Ecclesiae et Reipublicae salutare, et Regi catholico longe gratissimum. Rogamus... » ¹³⁷⁾.

Ayant déjà remis au pape la lettre précédente, le cardinal ne put que faire suivre la dernière ¹³⁸⁾.

Vers ce moment, Mangelli reçut de Rome des instructions ultra-secrètes. De fait, nous ne les avons pas retrouvées. Mais on peut supposer qu'elles ne recommandaient pas l'intransigence ; dans ce cas elles auraient été superflues ¹³⁹⁾.

¹³⁷⁾ Mus. Bell., D 2, fol. 80-81.

¹³⁸⁾ Cette lettre porte l'annotation : « pas envoyée ». Mais elle a certainement été expédiée, sinon sa présence à Saint-Isidore serait inexplicable.

¹³⁹⁾ Le 28 septembre 1652 Mangelli écrit au cardinal-neveu Pamfili :

« Col favoritissimo dispaccio di Vostra Eminenza dei 7 del cadente ho ricevuto la copia di una scrittura che si è degnata di trasmettermi, concernente l'articolo delle citationi *ad comparendum*, fatte a questi vescovi per le materie di Jansenio. Osserverò con ogni esatezza il commandamento, fattomi da Vostra Eminenza, di somma circospezione e secreto, et havendola già trascorsa, trovo che li

A Madrid aussi règne un large esprit d'accommodement, mais il s'exerce (comme d'ailleurs à Bruxelles) aux frais des privilèges nationaux. En dépit du Conseil suprême de Flandre qui à deux reprises (le 19 février et le 2 mai) s'était prononcé catégoriquement pour l'application entière de la prérogative *de non evocando* au cas des évêques, la Junta pour le jansénisme et Conseil d'Etat sont d'une opinion contraire. Ils ne se laissent nullement influencer, ni par les opuscules de Stockmans, ni par les avis des Conseils de Malines, de Brabant, de Flandre, de Luxembourg, d'Artois, du Hainaut, de Namur et de Gueldre. Ils avisent donc :

Les édits destinés à permettre la publication de la bulle ne pouvaient pas englober la punition des ecclésiastiques ; mais vu la bonne intention qui y présidait, ils ne doivent pas être révoqués ;

L'archiduc se plaint légitimement du bref très sévère qui lui a été adressé, mais l'ambassadeur lui procurera quelque consolation de la part du pape ;

Les évêques se trouvent sous la juridiction directe du pape ; cités à Rome, en personne ou par procureur, ils doivent comparaître en dépit des privilèges ; néanmoins, quant au cas de Boonen et de Triest, vu leur âge, leur mérite, et leurs bonnes dispositions, l'ambassadeur obtiendra du pape quelque accommodement pour éviter de froisser les Belges si attachés à leurs privilèges ;

Puisque la bulle est dûment exécutée, le roi fera demander par l'ambassadeur la révision du livre de Jansénius ;

Enfin, l'archiduc entretiendra des relations amicales avec l'internonce ¹⁴⁰).

Une lettre royale chiffrée du 28 décembre confirme ces divers points :

« He visto la carta de Vuestra Alteza de los 26 de Marzo pasado de este año y las consultas y papeles que vinieron con ellas que fueron los pareceres que dieron los Consejos de Malinas, Brabante, Flandes, Lucembourg, Arthois, Henault, Namur y Gueldre, sobre si la publicación hecha in Roma de la bula del pontifice Urbano VIII... obligó a los moradores en esos paises sin otra publicación

medesimi fondamenti e ragioni contenute nella scrittura et alcuni di vantaggio, sono stati da me rappresentati a questi Consiglieri secondo le occasioni che mi sono rapresentate di parlargli di simili materia, di modo che tanto meno potranno giamai penetrare che habbia io ritratto alcuno delli sudetti motivi dalla medesima scrittura » ; NF, 36, 279v.

¹⁴⁰⁾ Voir ces consultes de la Junta (20 décembre) et du Conseil d'Etat (23 décembre) dans Inquisición, 4477/1, et Simancas, Estado, 2078 et 3024.

particular hecha en ellos, si el placarte que V. A. mandó despachar para que se diese el auxilio del brazo seglar pudo comprehender a los eclesiasticos y si pudo V. A. imponerles penas corporales y de destierro aunque fuesen religiosos de los órdenes mendicantes y lo demás que V. A. refiere en orden al breve de Su Santidad que le notificó el Internuncio sobre la revocación del placarte y de las letras que V. A. había dado contra la protesta del Internuncio, despachado en forma y estilo extraordinario en perjuicio di mi soberanía, diciendo V. A. que por medio de mi embajador en Roma convendría procurar con eficacia el remedio de esta quilla [?] para que no ocasione otras usurpaciones contra mi servicio y habiendo mirado esta materia con la atención y reflexión que pide la mucha importancia de ella y visto también un breve de Su Santidad para mi y otros papeles que me han dado por el nuncio residente en esta Corte, y del Doctor Juan Recht enviado del arzobispo de Malinas, me ha parecido de nuevo decir a V. A. y encargarle mucho como lo hago, disponga como se lo escribí en carta de 14 de noviembre del año pasado de 1651 que los consejos y tribunales seglares gobiernen esta materia de modo que no se entremetan a conocer de las personas eclesiásticas y religiosas porque mi intención es que no se perjudique la jurisdicción eclesiástica directa ni indirectamente y que en quanto posible se tenga buena correspondencia con el internuncio, como ministro principal de Su Santidad continuando V. A. como de nuevo se lo encargo el darle favor y auxilio en los casos que fuere necesario por los medios y modos proporcionados según el estado de las cosas en conformidad de mis órdenes y en particular de la fecha de 14 de noviembre 1651.

Tambien convendrá y encargo a V. A. me remita copia auténtica de los placartes que hizo publicar contra la protesta del internuncio, informándome los motivos y causas que tuvo para ello, para que, con vista de todo, se pueda tomar en esto la resolución que más convenga y habiendo parecido extraordinario y insólito el breve de Su Santidad de que S. A. con toda razón se muestra sentido, envío suplicar a Su Beatitud por medio di mi embajador en Roma, que como padre y pastor universal consuele a V. A. como hijo tan obediente y benemérito de la Iglesia para que quede memoria de ella como la hay del rigor del breve. Y por lo que toca a la citación, que se ha hecho al arzobispo de Malinas y al obispo de Gante, para que pareciesen en Roma personalmente, ido dispensando después Su Beatitud, que lo pudiesen hacer por procurador, aunque se está entendiendo que sus obispos y sus causas por especial reservación están inmediata — y privadamente sujetas al Pontifice, mayormente en casos pertenecientes a dogmas y doctrinas, como son los que se oponen a dichos prelados, por que esto sería de desconsuelo grande de los Consejos y del País que están entendiendo que se quebrantan sus privilegios, encargo tambien al dicho embajador que en mi nombre haga oficios con Su Beatitud y le suplique se tome en esto

algún temperamento y que lo disponga con la destreza, inteligencia y prudencia que convenga.

El dicho Doctor Juan Recht, en nombre del arzobispo de Malinas y obispo de Gante, universidad de Lovania, orden Premonstratense, me hizo instancia para que escribiese a Roma pidiendo a Su Beatitud mandase rever el libro del obispo Jansenio y que se diesen cartas de creencia a las personas que fuesen a ello a Roma y con atención a la veneración que se deve a la Sede apostólica de que tuviere mejor despacho esta pretensión, mandé se suspendiese el dar las cartas que pedía hasta que estuviese ejecutada la bula como se avisó a V. A. y por estarlo he ordenado que se le den y y que se escriba a mi embajador encargándole procure se revea dicho libro y que se expurgue y corra con la expurgación o se prohiba y que se señale para ello una conragación de cardenales como la ha señalado Su Santidad a pedimiento de los doctores de la universidad de la Sorbona de Paris sobre el examen de unas proposiciones que se dice son de Jansenio y que respecto del estado en que se hallan el arzobispo e obispo no se haga mención de ellos sino [de] universidad de Lovaina y Orden Premonstratense que es todo todo lo que en esta materia se ofrece que decir a V. A. » ¹⁴¹⁾.

Finalement à Rome, la petite Commission chargée des affaires jansénistes se trouvait disposée aux accommodements. Un de ses nouveaux membres, Fabio Chigi, jusqu'à une date toute récente nonce à Cologne, devenu secrétaire d'Etat et cardinal, y avait été joint sur les instances d'Albizzi qui depuis longtemps le consultait dans les affaires jansénistes. A la suite de cette désignation, Albizzi avait dû faire aussi nommer le cardinal Pamfilio, qui cardinal-neveu et jaloux du succès qu'obtenait le nouveau cardinal-secretaire, avait voulu être de la partie, encore qu'il n'avait aucune compétence dans l'affaire en question ¹⁴²⁾.

Sous le 3 novembre 1652, Chigi écrit le compte-rendu de la séance de ce jour qui était un dimanche :

« 3 Novembris 1652. Die dominica, hora 22, coram Eminentissimis Dominis Ginetto, Cecchino, Pamphilio, Spada [et Chigio] super litteris postremis archiepiscopi Mechliniensis et episcopi Gandaven-

¹⁴¹⁾ Bruxelles, Archives générales, Secrétairerie d'Etat et de Guerre reg. 253, fol. 447; cf. *Correspondance*, IV, 371-372, où cette lettre est considérée à tort comme venant de Léopold-Guillaume et adressée au roi.

¹⁴²⁾ Il venait d'être nommé membre de la Commission en octobre 1652. Il participa pour la première fois à ses réunions, le 30 octobre, cf. SCHILL, *art. cité*, 365.

sis recusantium mittere procuratores ad se expurgandos Romam (prout indultum fuerat ob decrepitam aetatem et morbos) et ea vice retractantium libellos prohibitos a S. Congregatione quorum auctores esse dicebantur pro impedienda publicatione prohibitionis Jansenii, quam Rex catholicus demandaverat.

Lectae fuerunt (post prohibitorium decretum dictorum libellorum) litterae praefatae archiepiscopi et episcopi praefatorum et per me litteras particulares Domini Mangelli eiusdem diei ad me datae, hoc est 14 septembris huius anni.

Eminentissimus D. Ginettus arbitrabatur posse acceptari oblationem quasi eadem esset quam per procuratorem ipsorum posset praetendi in Curia ad quam vocabantur per praedicta mandata.

Eminentissimus D. Cecchinus ferebatur in idem ob praegnantia verba epistolae, quae tamen non carere artificio visa est, sed attenta notitia numquam esse mittendos procuratores, posse fructuosius agi acceptando.

Eminentissimus Pamphilius erat pro obedientia exigenda, quia sunt contumaces et ne excusa aperiatur repugnandi mandatis apostolicis ob privilegia Leonis X quae allegabant.

Ego censui prorogandum terminum comparitionis procuratorum et scribendum internuntio ut, tamquam ex se, tentet an subscribant formulam aliquam hinc mittendam, qua revocentur eorum libelli et obediant bullae apostolicae contra Jansenium latae.

Eminentissimus Spada dubitabat de eorum sinceritate, examinando verba litterarum ¹⁴³⁾, quia formam praescribunt aequivocam et captiosam (« si quid imprudenter dictum ») ; et quod ad formam, quam offerunt subscribere, si offeratur ab internuntio, haec si ita fiat, ut pro non facto habeant quod fecerunt et quod improbent (prout in causa Santarelli eius Eminentia obtinuit contra censuram Sorbonae, hoc est quod non cognoscerent pro sua, immo improbarent) esse admittendam etiam si fiat coram internuntio, dummodo habeatur instrumentum et coram testibus. Nec nocere posse quod triumphaverint non veniendo ad Urbem, quia impleverunt abundanter, ne dum per aequipollens.

Referetur igitur Sanctissimo, si videatur concedendus novus terminus pro transmittendis procuratoribus et interim curet internuntius an sincere retractare se et obedire Sanctae Sedi velint subscribendo formulam hinc ad ipsum transmittendam per extensum ut tamquam ex se exigit ab iisdem etc. » ¹⁴⁵⁾.

¹⁴³⁾ Les cardinaux ont certainement eu en mains la lettre du 7 septembre qu'ils citent explicitement.

¹⁴⁴⁾ Le jésuite Antoine Santarelli eut, en 1626, de graves difficultés avec la faculté de théologie de Paris au sujet de son livre *De haeresi*. Voir dans A. G. MARTIMORT, *Le gallicanisme de Bossuet*, Paris, 1953, une récente bibliographie.

¹⁴⁵⁾ Bibliothèque du Vatican. Chigi, B VI, 103, fol. 475-476r.

Mais le dernier à parler au pape, en lui remettant cet avis, c'était l'assesseur Albizzi. Aussi ces résolutions accommodantes resteront-elles sans effet ¹⁴⁶).

L. CEYSENS.

(*A suivre*).

¹⁴⁶) A part la prorogation du terme, il ne semble pas que quelque mesure ait été prise, ni surtout qu'une formule ait été soumise à la signature des évêques. Les deux dépêches de Mangelli en date du 14 décembre (les seules qui me soient connues) n'en font aucune mention, encore qu'il y soit question de Boonen. Elles concernent un certain abbé Vasquez qui serait envoyé en Belgique de la part du roi d'Espagne en vue « d'exterminer » le jansénisme. Cette venue annoncée place Mangelli devant certains problèmes: « Primo se il Signor Abbate Vasquez volesse procurare l'essequitione delle bolle nel negotio principale di Jansenio, differendo gli altri due articoli della revocatione degli editti et della comparitione di questi prelati, se a ciò dovrei io acconsentire e cooperare, oppure oppormi instando prima per la resolutione nelli due emergenti sudetti »; 2° que faire si Vasquez voulait faire la visite de l'université de Louvain ? 3° comment empêcher Vasquez, s'il venait à tomber sous l'emprise de l'archevêque, de faire croire en Espagne que le jansénisme se meurt par inanition ? NF, 36, 451-452; 453-454.